

VIII. LA FONDATION ET L'ÉVOLUTION DU "PARTI OUVRIER COMMUNISTE D'ALLEMAGNE" (KAPD)

1. Le Congrès constitutif du "Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne" (KAPD) en avril 1920 et son programme

Immédiatement après l'exclusion des 18 délégués de l'opposition au Congrès de Heidelberg du KPD(S), les communistes de gauche, sous la direction de Hambourg, appelèrent au rassemblement contre la centrale :

« Toutes les organisations du Parti Communiste d'Allemagne qui soutiennent le point de vue que la dictature prolétarienne doit être la dictature de la classe et non la dictature des chefs d'un parti, qui en outre sont d'avis que les actions révolutionnaires des masses ne doivent pas être commandées par une société secrète de chefs mais qu'elles doivent être dirigées par la *volonté des masses elles-mêmes* et être préparées par la réunion organisationnelle des prolétaires révolutionnaires dans des organisations de masse révolutionnaires sur une base démocratique la plus large, sont invitées à se mettre en relation ... avec l'organisation du parti à Hambourg. »¹

Les communistes de gauche de Hambourg, regroupés autour de Laufenberg et de Wolffheim, commencèrent, du fait de leur « Première adresse communiste », à se disqualifier à partir du milieu de novembre 1919 en tant que porte-parole de toute l'opposition du KPD(S). L'organisation de Brême, à qui on avait confié la fonction de bureau d'information de l'opposition, devint alors le point de rassemblement du communisme de gauche. Elle était prête à réviser jusqu'à un certain point son attitude à l'égard du parlementarisme; le bureau d'information présenta des propositions de changement aux principes directeurs de Heidelberg qui ne furent pas acceptées par ceux de Hambourg; l'opposition du II^o Congrès du parti était donc maintenant elle-même divisée. Le bureau d'information de Brême lutta au nom de la majorité de l'opposition au début de l'année 1920 en même temps sur deux fronts, contre la centrale et contre les Hambourgeois². La majorité de l'opposition n'avait, à cette époque-là, pas du tout la scission en vue; après le Congrès d'octobre du KPD(S) (1919), seuls trois autres délégués exclus s'étaient déclarés avec Laufenberg pour la séparation immédiate d'avec le parti, les autres étaient contre une telle démarche³. La majorité des oppositionnels, représentée par le bureau d'information de Brême, était consciente du fait que le gros des membres du KPD(S) était derrière elle; elle comptait en outre sur un virage du Komintern en sa faveur et contre la centrale de Levi, puisque Pannekoek, qui s'était déjà déclaré d'accord, dans une série d'articles, au tournant de l'année 1919-20, avec sa tactique, était très estimé de Lénine, personnellement et en tant que théoricien⁴. Elle poussait à un nouveau congrès au cours duquel les membres du parti devraient voter sur les principes directeurs de Heidelberg, selon l'opinion qu'ils s'étaient désormais formés de manière définitive. Dans un appel du 23 décembre 1919, le bureau d'information de Brême réclamait :

¹ "KAZ" (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 151. Souligné dans l'original.

² Voir pour ce qui concerne la situation de l'Opposition l'article très instructif dans le "Kommunist" (Brême), 2^o année (1920), n^o 2 : *Aus der KPD. Die Genesung der KPD* [Nouvelle du KPD. La guérison du KPD].

³ C'est ce que dit le porte-parole brémois dans la discussion de la session du Comité Central du KPD(S) ; voir "KAZ" (Hambourg), 2^o année (1920), n^o 48.

⁴ Voir Bernhard Reichenbach, *loc. cit.*, p. 121.

- « 1. Convocation d'une nouvelle Conférence nationale à la fin janvier.
2. Admission de toutes les régions qui appartenaient au KPD avant la troisième Conférence nationale, peu importe qu'elles approuvent ou non les principes directeurs.
3. Mise en discussion immédiate des principes directeurs et des propositions pour la Conférence nationale.
4. La centrale est tenue de cesser toute activité scissionniste jusqu'à la convocation de la nouvelle Conférence. »⁵

La centrale considérait au contraire les régions oppositionnelles du parti comme exclues, après le Congrès du parti; Levi poursuivit imperturbablement sa politique interne de parti qui devait conduire à la scission d'avec l'opposition. Il convoqua à Hambourg, à Brême, à Berlin, à Dresde et dans d'autres villes, de grandes réunions contre la majorité oppositionnelle des communistes de ces lieux. Les régions dont les conférences s'étaient exprimées contre les principes directeurs de Heidelberg après le II^o Congrès du parti furent définitivement exclues lors de la session du Comité Central du KPD(S) des 7 et 8 février 1920⁶. Le III^o Congrès du KPD(S), les 25 et 26 février, confirma encore une fois l'exclusion des régions du Nord, du Nord-ouest, de Basse Saxe, du Grand-Berlin et de Saxe orientale, et il refusa d'aborder les propositions de changement du bureau d'information brêmeois de l'opposition avec la justification que ce dernier ne pouvait pas en discuter tant que l'opposition ne s'était pas séparée de « la tendance petite-bourgeoise et nationaliste de Wolffheim et de Laufenberg »⁷. Le national-bolchevisme de Laufenberg et de Wolffheim facilitait en effet le jeu de la centrale; il s'agissait à présent, différemment d'à Heidelberg, de principes programmatiques qui étaient difficilement conciliables avec les principes marxistes fondamentaux; mais le national-bolchevisme servait aussi maintenant à la centrale de prétexte dans la mesure où il ne représentait qu'une petite minorité dans toute l'opposition et où les oppositionnels de Brême polémiquaient déjà depuis deux mois contre l'"Adresse" de Laufenberg et de Wolffheim⁸. Au III^o Congrès, l'état de désunion dans lequel le KPD(S) était tombé du fait des incidents scissionnistes devint évident. Heinrich Brandler, après ses observations en Rhénanie-Westphalie, se résignait ainsi : « Nous n'avons plus du tout de parti »⁹. Le compte rendu d'activité de la centrale précisait la situation dans les différentes régions du parti¹⁰. Dans les régions exclues, qui étaient les régions ayant sans exception le plus fort nombre d'adhérents dans le parti, la centrale essayait de rebâtir l'organisation; dans le Grand-Berlin, seuls à peu près 500 membres sur les 8 000 environ rejoignirent la centrale¹¹. Dans les régions qui n'étaient pas globalement exclues, l'opposition était également très forte; à Essen, par exemple, sur près de 2 000 membres, seuls 43 étaient du côté de la centrale et de ses principes directeurs¹². Malgré cette situation extérieurement favorable à l'opposition, la scission du KPD(S) ne se réalisa pas encore dans les semaines qui suivirent le III^o Congrès, lequel fut dispersé par la police le deuxième jour des débats et ne parvint donc pas à clore la discussion. La fraction favorable à la scission des nationaux-bolcheviks de Hambourg était trop petite pour mener à bien une reconstitution du parti et la majorité brêmeoise de l'opposition n'acceptait toujours pas les manœuvres scissionnistes de la centrale de Levi; de plus, le différend entre la majorité de

⁵ "KAZ" (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 197.

⁶ Voir "KAZ" (Hambourg), 2^o année (1920), n^o 36 : *Aus der KPD. Die Spaltung der Partei nun doch perfekt* [Nouvelle du KPD. La scission du parti est donc maintenant accomplie]. Voir aussi Bernhard Reichenbach, *loc. cit.*, p. 121.

⁷ Voir le Rapport sur la III^o Congrès du KPD(S) des 25 et 26 février 1920, Berlin 1920, p. 7.

⁸ Voir à ce sujet le paragraphe sur la tendance du national-bolchevisme hambourgeois.

⁹ Rapport sur la III^o Congrès du KPD(S), p. 16.

¹⁰ Voir *ibidem*, p. 34-38.

¹¹ Voir Bernhard Reichenbach, *loc. cit.*, p. 121.

¹² Voir "Der Klassenkampf", 1^o année (1921), n^o 15.

l'opposition et les nationaux-bolcheviks empêchait une telle reconstitution organisationnelle. L'impulsion décisive pour la fondation du KAPD vint de l'extérieur. La centrale s'était tout d'abord, par suite de son attitude opposée à l'action, prononcée contre la grève générale à l'occasion du putsch de Kapp le 13 mars 1920, et elle avait délégué ensuite des représentants aux négociations sur le soi-disant "Accord de Bielefeld" afin de faire cesser les combats armés qui accompagnaient la grève générale dans la Ruhr¹³. Ce comportement apparut à l'ex-opposition de gauche du KPD(S) comme « un abandon du combat révolutionnaire »¹⁴, comme un passage de la politique des communistes de l'action révolutionnaire à la passivité. En réaction immédiate à cela, l'organisation berlinoise convoqua une conférence de l'ensemble de l'opposition du communisme allemand qui décida les 4 et 5 avril 1920 à Berlin la fondation d'un nouveau parti dénommé "Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne". 11 délégués berlinois et 24 délégués d'autres localités représentaient d'après leurs propres données environ 38 000 ex-membres du KPD(S), c'est-à-dire plus de 50% de l'ensemble des membres de ce parti¹⁵. Les anciennes régions du KPD(S) suivantes avaient envoyé des délégués : Berlin, Brandebourg, Nord, Nord-ouest, Thuringe, Saxe orientale, Saxe occidentale, Elberfeld-Barmen; d'autres régions n'étaient pas représentées à cause des difficultés de transport dues à la situation confuse qui suivait le putsch de Kapp et adhérèrent plus tard au nouveau parti. Le congrès fut présidé alternativement par un représentant des trois courants communistes de gauche, qui se réunirent à l'occasion de la constitution du KAPD : Berlin, Hambourg et Dresde.

Les rapports qui furent faits au Congrès concordèrent fortement en général. La conscience prévalait qu'il fallait créer quelque chose de tout nouveau, ce qui, jusqu'à présent, n'était devenu encore nulle part une réalité : « Le parti prolétarien qui congédie définitivement le système des chefs à la manière ancienne et qui détermine son destin seul et de sa propre autorité »¹⁶. Dans l'appel adressé par le Congrès constitutif au prolétariat allemand¹⁷, il était donc dit que la KAPD « n'était pas un parti au sens traditionnel »¹⁸; le but principal de la nouvelle organisation était « l'émancipation de tout système de chefs »¹⁹. Le problème des chefs dans l'organisation prolétarienne n'avait été formulé de manière aussi décidée dans la tradition du radicalisme antérieur que par les ISD ou les IKD. On ne faisait que reprendre les revendications de ces derniers et l'on se dissocia aussi ouvertement, comme cette organisation de précurseurs, de la Ligue-"Spartacus"; la tendance de la Ligue-"Spartacus" durant la guerre revenait encore à « un parti de type ancien »; elle « aboutissait au fait que les masses devaient être l'objet des exposés et des prescriptions des chefs »²⁰; « il ne pouvait être question de favoriser ou de développer l'état d'esprit anti-autoritaire des masses »²¹. On voyait dans l'évolution de la centrale du KPD(S) une confirmation renouvelée de la nécessité si souvent citée de l'indépendance des masses. Dans l'avant-propos au programme du KAPD de mai 1920, il était dit à ce sujet que l'attitude de trahison de la centrale de Levi justifiait à nouveau la reconnaissance du fait que « l'élimination radicale de toute politique des chefs était la condition pour le progrès rapide de la révolution prolétarienne en Allemagne »²². Et l'on attirait avec

¹³ Voir pour les détails concernant ces processus plus loin le paragraphe sur les organisations radicales de gauche dans l'action de 1920/21.

¹⁴ Voir Bernhard Reichenbach, *loc. cit.*, p. 122.

¹⁵ Voir à ce propos et pour la suite : "KAZ" (Grand-Berlin), 1^o année (1920), n^o 90 : Rapport sur le Congrès constitutif du KAPD des 4 et 5 avril 1920 à Berlin.

¹⁶ "KAZ" (Grand-Berlin), 1^o année (1920), n^o 90.

¹⁷ Voir "Die Aktion", 10^o année (1920), n^o 15/16. Voir aussi l'Appendice documentaire n^o XVI.

¹⁸ *Ibidem.*

¹⁹ *Ibidem.*

²⁰ "KAZ" (Grand-Berlin), 1^o année (1920), n^o 90.

²¹ *Ibidem.*

²² Programme du Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne, Berlin 1920, p. 3 ; voir aussi l'Appendice documentaire n^o XVII.

insistance aussi l'attention sur l'aspect subjectif du processus social de transformation, auquel Pannekoek attribuait une si grande importance, en réaction au fatalisme social de Kautsky :

« Sous le terme de socialisme, nous n'entendons pas seulement le mécanisme inanimé de la forme de production socialiste mais aussi la transformation spirituelle de la pensée et du sentiment. Avec l'avènement du monde socialiste, avec l'avènement des conseils, doit être chassée la dernière lueur de pensée capitaliste, de sentiment égoïste. »²³

Un porte-parole berlinois demanda au Congrès de prendre position sur le moyen de lutte du sabotage. Il n'y avait peut-être rien à trouver là-dessus chez Marx, mais c'était indispensable en particulier pour lutter contre les "Gardes blancs". Après avoir repris les méthodes de lutte du syndicalisme révolutionnaire, on ne pouvait pas somme toute se comporter en se refusant par principe à une communauté de lutte avec les syndicalistes révolutionnaires. Naturellement, il fallait tirer une claire ligne de démarcation par rapport à l'idéologie du syndicalisme révolutionnaire qui en était resté à un point de vue pré-marxiste²⁴. En ce qui concerne les nationaux-bolcheviks de Hambourg, dont les porte-parole Laufenberg et Wolffheim n'étaient pas présents au Congrès, on affirma que l'on ne pouvait pas accepter des principes comme celui de la "paix civile avec la bourgeoisie". Le Congrès adopta finalement une résolution en faveur de la III^e Internationale et des décisions sur les principes d'organisation du parti, contre le parlementarisme et contre la loi des conseils d'entreprise ainsi qu'en faveur de l'AAU.

La commission chargée par le Congrès constitutif du KAPD de l'élaboration du programme présenta son travail à la mi-1920 aux organisations qui s'étaient jointes au parti. Le programme ne voulait plus être un résumé des tentatives précédentes de compréhension de soi-même des communistes de gauche. Sous la marque immédiate des événements entourant le putsch de Kapp de mars 1920, le programme découlait de l'hypothèse suivante : « La situation économique et politique en Allemagne est parvenue à un stade trop avancé pour que la révolution prolétarienne n'éclate pas »²⁵. Si les conditions objectives étaient données pour la révolution sociale mais si la crise permanente ne déclenchait pas la révolution, alors les facteurs qui entravaient le processus étaient de nature subjective. L'idéologie du prolétariat était toujours empêtrée sous l'influence des conceptions bourgeoises et petites-bourgeoises.

« La psychologie du prolétariat allemand ne porte que trop, dans son état actuel, les traces d'un asservissement militaire qui a duré des siècles, mais aussi en outre les signes caractéristiques d'un manque de conscience de soi tels qu'ils ont dû se développer par la force des choses comme la conséquence du crétinisme parlementaire du vieux parti social-démocrate et de l'USP d'une part, et celle de l'absolutisme de la bureaucratie syndicale d'autre part. Les facteurs subjectifs jouent dans la révolution allemande un rôle décisif. Le problème de la révolution allemande est le problème du développement de la conscience de soi du prolétariat allemand. »²⁶

C'était là – légèrement paraphrasée seulement – la théorie de la révolution sociale de Pannekoek, telle qu'il l'avait développée à la fin de 1919 et au début de 1920 au cours d'un contact permanent avec l'opposition de gauche du communisme allemand²⁷. C'est avec ses propres mots que le programme refusait le travail dans le parlement et dans les syndicats en tant que méthodes de lutte "réformistes" et "opportunistes"²⁸, qui faisaient seulement obstacle

²³ "KAZ" (Grand-Berlin), 1^{er} année (1920), n° 90.

²⁴ *Ibidem*.

²⁵ Programme du KAPD (1920), p. 6.

²⁶ Programme du KAPD (1920), p. 7.

²⁷ Voir à ce sujet plus haut le paragraphe sur la scission des communistes de gauche lors du Congrès de Heidelberg.

²⁸ Programme du KAPD (1920), p. 8.

au développement de la conscience prolétarienne et qui créaient de la confusion. L'organisation berlinoise, à qui, en tant qu'instigatrice du nouveau parti, revint depuis le début le rôle dirigeant, eut une part déterminante dans l'élaboration du programme du KAPD. D'étroites relations amicales liaient depuis la fin de 1918 le théoricien et porte-parole berlinois du KAP, Karl Schröder, à Herman Gorter, l'ami et le camarade idéologique d'Anton Pannekoek. Il faut voir en Pannekoek l'inspirateur du programme du KAPD de mai 1920; peu après la publication du programme, il l'approuva intégralement. Il resta valable jusqu'à la fin de 1923; le congrès de la tendance berlinoise du KAP en septembre 1923 décida – après l'exclusion de Karl Schröder et de ses partisans et étant donné les expériences faites entre-temps – un programme beaucoup plus étendu et à maints égards nouveau²⁹.

Une définition concrète, par un règlement associatif, de la structure organisationnelle ne vit le jour dans le KAP comme dans l'AAU que progressivement au cours de la discussion, bien que le groupe berlinois des fondateurs ait proposé au I^o Congrès du parti des statuts tout prêts³⁰. Ces statuts, conformément aux idées du "centralisme prolétarien" des Berlinoises³¹, ne se présentaient pas comme suffisamment fédéralistes pour être acceptés sans opposition par les autres courants du KAPD et par les adhérents. Le programme du KAP de mai 1920 se limitait à recommander de façon générale, pour ce qui concerne la discussion des statuts, que la garantie que les masses puissent exprimer de façon directe et non falsifiée leur volonté révolutionnaire devait être le leitmotiv de l'édification du parti³². Dans cette discussion, les instances prévues étaient d'autant plus controversées qu'elles occupaient un rang plus élevé dans l'échelonnement depuis l'organisation locale jusqu'à la direction nationale. En prenant parti de manière radicale pour l'autodétermination des membres du parti, la région économique de Saxe orientale en particulier dénia aux instances supérieures le droit de donner des directives³³; étant donné que la tendance de la Saxe orientale serait bientôt exclue du parti, ce sont finalement les statuts qui avaient été présentés au Congrès constitutif qui s'imposèrent moyennant de faibles modifications. Les régions économiques du KAP fixées par le Congrès du parti, dont le nombre et les limites, comme pour l'AAU, changèrent considérablement au cours du temps, se subdivisaient en groupes locaux. L'indépendance des régions économiques fut toujours très limitée en comparaison des unités organisationnelles correspondantes dans l'AAU et la FAU; leur autonomie n'existait que dans les questions techniques, et pour le reste il leur revenait « de mettre en œuvre les actions décidées par le parti » (point 3). Malgré la structure centrale de l'organisation, le caractère démocratique de la formation de la volonté dans le parti était garanti par plusieurs dispositions : le congrès du parti, l'instance décisionnelle supérieure, devait être convoqué au moins une fois par an et il était composé des délégués des régions économiques qui avaient uniquement le droit de vote; la convocation, l'ordre du jour et les propositions, du congrès devaient être notifiés en temps voulu pour qu'une discussion préalable puisse être possible parmi les membres (point 7). Les modifications d'élection et de fonction des deux organes exécutifs suprêmes du parti, la "direction centrale" – désignée par la suite comme "comité central" – et le "comité directeur" (point 9) – appelé ensuite "comité directeur

²⁹ Voir Programme du Parti Ouvrier Communistes d'Allemagne (1924).

³⁰ "KAZ" (Grand-Berlin), 1^o année (1920), n^o 9 ; voir le texte des statuts dans l'Appendice documentaire n^o XVIII.

³¹ Voir à ce sujet plus haut le paragraphe sur la tendance majoritaire dans l'AAU. Voir aussi à ce sujet Karl Schröder lors du II^o Congrès du KAP : « Nous refusons le centralisme au sens ancien ; pour nous, c'est quelque chose de mort. Mais une soudure entre nous telle que la poursuite de la révolution nous l'impose ... du fait du devenir de l'organisation des conseils, ce type de centralisme nous ne pouvons pas et nous ne devons pas le refuser, au risque de nous désintégrer en éclats séparés. Le fédéralisme, dans la mesure où il signifie l'entière liberté de chaque petit groupe pris individuellement, est une absurdité et il répugne à l'idée aussi bien de la communauté que de l'organisation des conseils ». Procès verbal du I^o Congrès régulier du KAP du 1^o au 4 - 08 1920, tapuscrit inédit, p. 117.

³² Voir Programme du KAPD (1920), p. 3 sq.

³³ Voir une ébauche de statuts par cette tendance dans : "KAZ (Grand-Berlin), 1^o année (1920), n^o 108.

principal" – portèrent malgré tout préjudice à la pratique organisationnelle démocratique. La "direction centrale", ou "comité central", se composait d'un délégué de chaque région économique et des membres du "comité directeur" lequel se chargeait des affaires courantes entre les congrès du parti et occupait de ce fait une position-clé. Si, conformément aux statuts de fondation, le "comité directeur" était élu directement par le congrès du parti à la majorité simple (point 9), les nouveaux statuts du KAPD, qui furent adoptés lors du VI^e Congrès en septembre 1923, sanctionnèrent purement et simplement un état de fait existant quand ils abandonnèrent au chef-lieu du parti – c'est-à-dire Berlin, qui ne fut jamais remis en cause – le droit de composer le "comité directeur principal" à partir de ses rangs³⁴. On peut aussi constater une définition statutaire analogue d'une position de préséance de l'organisation berlinoise dans l'évolution de l'AAU³⁵. Elle ne reposait pas uniquement en fin de compte, à l'intérieur du KAP, sur le fait que Berlin était le lieu d'origine du parti mais sur le fait que sa vie organisationnelle s'y était concentrée de manière de plus en plus exclusive après la scission des tendances de Hambourg et de Dresde. Tout l'appareil de la presse et de l'édition du KAP se trouvait – lui aussi statutairement depuis le VI^e Congrès³⁶ – entre les mains de la région économique de Berlin-Brandebourg. Parmi les organes de presse radicaux de gauche, ou communistes de gauche, antérieurs, le "Kommunist" de Brême, avec le reste des communistes de gauche de Brême dans le KPD(S), se prononça pour le KAP; le "Kommunist" de Dresde parut d'abord comme organe du KAP et il cessa sa parution à la fin de 1921 après la fondation de l'AAUE; le journal le plus important de l'opposition de gauche dans le KPD(S) jusqu'à la fondation du KAP et qui avait une portée nationale, la KAZ de Hambourg, parut – après l'isolement des nationaux-bolcheviks hambourgeois – pour la dernière fois en septembre 1920. La maison d'édition berlinoise du KAP publia, à côté de tout le matériel de brochures et de tracts, et de l'organe des Unions "Der Kampf", l'organe de presse le plus important du parti, la "Kommunistische Arbeiter-Zeitung" (KAZ) pour la région économique du Grand-Berlin, qui, d'après les informations des actes de police, fut diffusée en janvier 1924 à 8 000 exemplaires à Berlin, à 5 000 exemplaires dans l'Empire³⁷, et qui fut éditée, après la scission du cercle Schröder au milieu de 1922, en même temps à Berlin et à Essen par des rédactions indépendantes. En outre, le "Kommunistische Montags-Zeitung", Organ der KAPD" [Le Journal communiste du lundi, organe du KAPD] fut publié pendant deux ans à partir de 1920 au nom de la même région économique du Grand-Berlin; c'est dans la même maison d'édition que parut à partir d'octobre 1920 le "Proletarier, Monatsschrift für Kommunismus" [Le prolétaire, mensuel pour le communisme] comme organe théorique du KAP, dans lequel les contributions de Pannekoek et de Gorter furent nombreuses au cours de la première année³⁸.

Au KAP en tant que parti politique, étaient affiliées comme organisations annexes les organisations d'entreprise rassemblées dans l'AAU, les organisations de combat et les organisations de la jeunesse. Le programme du KAP était avant tout un résumé des principes déjà formulés par les communistes de gauche; mais il était nouveau sur un point : sur la tentative d'influencer le rapport entre le KAP et les unions ouvrières, et l'AAU. Dans l'AAU, la tendance qui était contre une soumission des unions au KPD(S) s'était imposée depuis février 1920; l'existence du nouveau parti, qui était, contrairement au KPD(S), favorable à la formation des unions, créa une situation tout à fait nouvelle. Les Berlinoises, qui prirent un rôle

³⁴ Voir Programme du KAPD (1924), p. 43.

³⁵ Voir plus haut le paragraphe sur la tendance majoritaire dans l'AAU.

³⁶ Voir Programme du KAPD (1920), p. 44.

³⁷ Pol. Akten d. Reg. Düsseldorf, n° 15681/64.

³⁸ Le premier "Proletarier" parut jusqu'au milieu de 1922 ; il fut republié de novembre 1924 à novembre 1927 par la tendance berlinoise du KAP avec pour en-tête : "Journal communiste pour la lutte de classe révolutionnaire, KAPD", et il parut encore une troisième fois en février 1933, déjà dans l'illégalité, soi-disant comme "Organe du Groupe des Communistes Internationaux de Hollande", et en fait cependant imprimé dans l'ancienne maison d'édition du KAP à Berlin.

dirigeant dans l'évolution ultérieure de l'AAU, mais qui soulevaient contre eux en même temps tous les partisans déterminés des organisations unitaires, défendaient une collaboration étroite entre les organisations d'entreprise et le KAP. D'après le programme du parti, le KAP devait travailler à l'intérieur de l'Union « avec une propagande inlassable »; les mots d'ordre de lutte devaient être conciliés et les organisations d'entreprise se transformer « en armes mobiles du parti »³⁹. Le parti devait prendre en charge la tâche de « rassembler des éléments avancés de la classe ouvrière »⁴⁰ et les unions devaient constituer la large base de masse, sur le fondement organisationnel de laquelle la nouvelle société se construirait directement après la victoire de la révolution. Cette conception berlinoise fut adoptée très rapidement par une grande partie des unionistes; déjà vers la fin de l'année 1920, l'AAU était devenue une sorte d'organisation de lutte économique complémentaire du KAP. L'"organisation de combat" illégale était une autre organisation annexe du KAPD⁴¹. Les organisations de combat constituées depuis le début de 1920 par le KPD(S), qui étaient des troupes paramilitaires en cas de lutte armée, furent elles aussi assurément touchées par la scission du parti, mais, dans la pratique, il continua d'exister une communauté d'action. En mai 1920, il se forma une centrale militaire de tous les partis révolutionnaires d'Allemagne qui avait son siège à Berlin. La centrale du KPD conseilla vivement « de prendre contact, en toutes circonstances, avec l'USPD, le KAPD, les Unions ouvrières et les syndicalistes révolutionnaires »⁴². Dans la mesure où les organisations de combat ont pu être constituées, il faut admettre qu'il y avait en elles des éléments activistes pour lesquels l'étiquette de parti avait une importance tout à fait secondaire; selon les statuts de l'organisation de combat du KAP, des ouvriers en état de porter des armes pouvaient y adhérer sans qu'ils soient membres du parti. L'intérêt du KAP pour de telles organisations paramilitaires découlait de leur programme de lutte de classe activiste et "maximaliste"⁴³. Les statuts de l'organisation de combat⁴⁴ justifiaient sa nécessité :

« De même qu'il faut reconnaître clairement que seul le soulèvement armé peut libérer le prolétariat de sa servitude, que d'autre part la réaction contraint également le prolétariat au combat, de même le prolétariat révolutionnaire se voit obligé de créer une organisation à l'aide de laquelle il soit en mesure d'accepter le combat à l'heure donnée en tant que troupe armée parfaitement adéquate. »⁴⁵

Les organisations de combat devaient être formées dans chaque région économique. Dans la mesure où elles furent effectivement constituées, elles furent camouflées sous la forme de clubs de marche à pied ou d'associations sportives. Les armes étaient conservées dans l'entreprise ou dans des cachettes gardées. Les organisations de combat devaient déployer leur activité dans le cadre des mouvements de masse révolutionnaires et opérer ensuite militairement de manière indépendante mais en contact permanent avec la direction politique du parti. Elles demeurèrent des fragments organisationnels et elles ne furent pas non plus comparables avec les organisations de combat de l'extrême-droite, les corps francs, les associations de défense, etc., ni pour leur degré d'organisation et d'équipement ni du point de vue de leur efficacité. Lorsque, en août 1920, les directions militaires de l'USPD, du KPD(S) et du KAPD, se rencontrèrent pour une conférence, on remarqua que, dans toutes les régions, les

³⁹ Voir Programme du KAPD (1920), p. 12.

⁴⁰ *Ibidem*.

⁴¹ Les données fiables sur cette branche de l'organisation sont très maigres. Il n'y a naturellement rien à apprendre avec la presse et les brochures du KAPD sur cette organisation secrète. L'exposé qui suit repose sur le matériel contenu dans les actes de la police. Voir Pol. Akten d. Reg. Düsseldorf, n° 15785/29.

⁴² Cité dans : Pol. Akten d. Reg. Düsseldorf, n° 15785/29.

⁴³ Voir Programme du KAPD (1920), p. 8.

⁴⁴ Voir Pol. Akten d. Reg. Düsseldorf, n° 15785/7 ; voir aussi l'Appendice documentaire n° XIX..

⁴⁵ *Ibidem*.

organisations de combat manquaient de membres, d'armes et de munitions⁴⁶; celles qui étaient relativement les mieux organisées étaient celles de Berlin, de la Ruhr et de l'Allemagne occidentale. Comme communistes connus, étaient présents à cette conférence Franz Jung en tant que représentant du KAP et Paul Fröhlich en tant que représentant du KPD(S). En octobre 1920, la direction du KAP donna le mot d'ordre à ses adhérents de se séparer de l'alliance antérieure avec l'USP et le KPD dans les organisations de combat et de créer leurs propres cadres militaires⁴⁷. Du fait de cette mesure et du fait de la destruction de tout le réseau militaire d'organisations des radicaux de gauche dans la région de la Ruhr en janvier 1921, l'organisation de combat du KAP, qui n'était de toute façon développée que de manière rudimentaire, perdit de plus en plus en importance. Selon le rapport en février 1921 d'un membre du KAP, qui eut un rôle de dirigeant dans la constitution de l'organisation de combat, l'organisation de combat berlinoise du KAP était à ce moment-là à peine utilisable. Selon des rapports de police, « ni le KAPD ni l'AAU ne semblaient accorder beaucoup de confiance à leurs organisations de combat »⁴⁸. Comme on l'a déjà vu dans l'appréciation portée sur le rôle des communistes de gauche et des syndicalistes révolutionnaires dans les combats qui se produisirent de novembre 1918 à avril 1919, le facteur organisationnel ne joua qu'un faible rôle dans ces grands mouvements sociaux⁴⁹. Le modèle de base du KAPD était établi avec la division en trois du parti et avec les organisations d'entreprise et de combat qui étaient liées à lui. Le parti demandait en outre l'institution d'organisations de jeunesse qui se constituèrent les 27 et 28 novembre 1920 à Brunswick sous le nom de "Jeunesse Ouvrière Communiste" (KAJ). La KAJ avait à la mi-1921 prétendument environ 4 150 adhérents répartis en 44 groupes locaux, et elle était donc très forte par rapport à l'ensemble du parti⁵⁰. Elle édita à partir de 1921 son propre organe de presse à Berlin sous le titre de "Rote Jugend, Kampforgan der Kommunistischen Arbeiter-Jugend" [Jeunesse rouge, organe de lutte de la Jeunesse Ouvrière Communiste]; la KAJ possédait une grande autonomie par rapport au parti et elle tint ses propres congrès nationaux; elle fut en liaison étroite permanente avec les quelques centaines de membres de la vaste organisation de jeunesse du KAP hollandais⁵¹ et elle mena une guérilla constante avec les organisations de jeunesse du KPD jusqu'en 1927, ainsi que l'on peut en faire la preuve. La constitution et l'extension de cet autre cadre organisationnel du KAP fut fonction de manière multiple du processus de développement du parti.

2. Le centre berlinois du KAPD

La centrale du KPD(S) chapeautée par Levi n'avait laissé aucun doute sur le fait qu'elle avait atteint son objectif avec la scission du parti. Selon l'interprétation de la centrale, la tactique de l'opposition, du fait du refus des moyens légaux dans une situation qui n'était plus réellement révolutionnaire, avait eu pour conséquence que le KP s'était isolé de la véritable action historique et qu'il était devenu une secte religieuse « qui veille sur la doctrine pure et qui

⁴⁶ Voir Pol. Akten d. Reg. Düsseldorf, n° 15785/28.

⁴⁷ Voir Pol. Akten d. Reg. Düsseldorf, n° 15785/51.

⁴⁸ Pol. Akten d. Reg. Düsseldorf, n° 15786/47.

⁴⁹ Voir plus haut le paragraphe sur la position des forces radicales de gauche dans les luttes, et par rapport à elles, de novembre 1918 à avril 1919.

⁵⁰ Voir Pol. Akten d. Reg. Düsseldorf, n° 156880/1.

⁵¹ Voir "Rote Jugend", 3^e année (1923), n° 8. L'organisation de la jeunesse hollandaise du KAPH publiait également sa propre feuille qui parut avec tirage de 500 exemplaires et sous le nom de "De Baanbreker".

mène l'action "révolutionnaire pure" comme un rituel sectaire »¹. Lors du IV^o Congrès du KPD(S), qui eut lieu dix jours après l'assemblée constitutive du KAPD, on passa par bravade sur la perte d'adhérents considérable en expliquant que le fait que le parti grossisse quantitativement n'avait aucune importance; la chose principale était qu'il acquière une plus forte résolution et une plus grande clarté². Finalement, on ne resta pas dans cette indifférence vis-à-vis du KAPD au cours des mois suivants. D'une part, on dénonçait les tentatives de la part du KAPD pour troubler et pour disperser, parfois par la force brutale, les assemblées convoquées par la centrale³; d'autre part, on concentrait la polémique sur l'aile gauche du KAP gravitant autour de l'"anarchiste" Otto Rühle⁴ et sur l'extrême droite du parti regroupée autour des "nationalistes" Laufenberg et Wolffheim⁵, et l'on s'efforçait de les faire passer tout simplement – à tort – tous deux pour représentatifs du nouveau parti. Après que, vers la fin de l'année 1920, ces deux ailes extrêmes du parti communiste de gauche eurent été écartées, c'est l'appartenance temporaire du KAP à la III^o Internationale, à côté des divergences fondamentales, qui donna avant tout l'occasion de continuer la polémique. Lénine lui-même recommandait encore en août 1921, après l'exclusion des communistes de gauche allemands du Komintern, que le KPD n'accorde plus maintenant autant d'attention au KAP. « Par notre polémique contre eux, nous ne leur faisons que de la publicité »⁶.

À côté de l'auto-justification vis-à-vis du KPD, le KAPD qui venait de naître eut au cours des premiers mois la difficile tâche de rassembler sous un programme et sous des statuts reconnus par tous les ouvriers communistes mécontents de la centrale et qui affluaient vers lui. Il n'y parvint finalement que par l'exclusion des tendances de Hambourg et de Saxe orientale⁷, ce qui entraîna à nouveau du trouble y compris dans le cercle étroit des fondateurs berlinois du KAP. L'élément marquant, qui est valable pour tous les membres, dont on connaît l'existence, de ce groupe dirigeant berlinois du KAP, est leur provenance de l'USPD, ou de la Ligue-"Spartacus", tandis que les organisations autrefois porte-parole des communistes de gauche à Hambourg et à Brême étaient issues directement du mouvement des ISD, ou des IKD. Les disputes dans les questions du fédéralisme et de l'organisation unitaire, dans lesquelles les anciens partisans de gauche de Spartacus s'imposèrent contre les anciens partisans des IKD de Hambourg et de Dresde jusqu'à la fin de l'année 1920 dans le KAP, s'expliquent pour partie du fait de ces différences d'origine. C'est là que réside la fracture dans l'évolution des ISD ou des IKD radicaux de gauche par rapport au KAP. Cependant, la fusion des deux courants était préparée depuis le Congrès constitutif du KPD(S). Généralement, les anciennes forces IKD ne se séparèrent pas du tout du nouveau parti; les fractions de Hambourg et de Dresde du KAP furent en définitive exclues de l'organisation non pas à cause d'une incompatibilité de principe, mais en raison de leurs prétentions respectives à la direction sur la base de différents points de programme particuliers. Pannekoek, l'ancien mentor des IKD, dont les thèses communistes de gauche avaient déjà marqué fortement de leur empreinte le programme du KAP de mai 1920, se déclara solidaire du KAPD dès le 5 juin 1920 dans une lettre à la KAZ⁸ se référant à ses articles signés sous le pseudonyme de Karl Horner du tournant de l'année passée dans la presse de l'opposition au KPD(S) de Hambourg et de Brême⁹, et il présenta à peu près en même temps le résumé de ses thèses afin de renforcer la position des communistes de gauche allemands au

¹ "Die Rote Fahne", 3^o année (1920), n^o 20 : *An die Partei ! Zum organisatorischen Abschluss der Parteidifferenzen* [Pour le Parti ! Pour la fin des différences dans l'organisation du parti].

² Voir "Die Rote Fahne", 3^o année (1920), n^o 66sq. Voir aussi les considérations relatives à la scission du parti dans l'"Internationale", 2^o année (1920), n^o 21, journal qui dépendait de la Centrale.

³ Voir à ce sujet les nombreux rapports dans : *Die Rote Fahne*", 3^o année (1920), n^o 53, 61, 91, 97, etc.

⁴ "Die Rote Fahne", 3^o année (1920), n^o 65, 68, 71, 74, 82.

⁵ "Die Rote Fahne", 3^o année (1920), n^o 71, 73, 85, 100.

⁶ Lénine, *Ein Brief an den deutschen Kommunisten* [Une lettre aux communistes allemands] dans : "Die Kommunistische Internationale", 2^o année (1921), n^o 18, p. 90 sq.

⁷ Voir à ce sujet plus loin les paragraphes correspondants.

⁸ Voir "KAZ" (Grand-Berlin), 1^o année (1920), n^o 112.

II^o Congrès du Komintern¹⁰. Herman Gorter offrit à la même époque à ses amis berlinois sa collaboration régulière pour la KAZ.

Si l'on essaie d'analyser le groupe des fondateurs du KAPD, qui est issu de l'opposition berlinoise au KPD(S), chose qui n'est pas facile étant donné l'anonymat largement répandu et la forte fluctuation de l'organisation¹¹, on obtient l'image suivante : à côté de Karl Schröder¹², qui était brillant et qui provoquait l'enthousiasme dans les domaines de l'agitation et de la pédagogie, il y avait à la tête du centre berlinois du KAP Alexander Schwab¹³, qui était, lui, réservé et conscient des problèmes; Schwab s'était déjà efforcé, au cours et à la suite de ses vastes études en philosophie, en philologie et en sciences sociales, de mettre en contact des étudiants et des ouvriers d'industrie et il rejoignit la Ligue-"Spartacus" durant la guerre à cause de son assimilation théorique de Hegel et de Marx; il se distingua à peine dans son agitation par l'écrit, mais il fut désigné par les vétérans du KAP comme le véritable maître à penser des premières années du parti¹⁴. Le journaliste Bernhard Reichenbach¹⁵ appartenait au groupe des fondateurs du KAP et au cercle étroit des amis de Schröder et de Schwab; il était à peu près du même âge qu'eux, il fut actif avec une position dirigeante dans le mouvement de la jeunesse pendant et après ses études en histoire et en économie politique et il compta ensuite au nombre des co-fondateurs de l'USPD. Schröder fut particulièrement proche au début de l'imprimeur qualifié et journaliste Friedrich Wendel¹⁶, un fils d'artisan qui provenait comme lui de Poméranie, qui avait été membre du SPD depuis 1907 et avait parcouru dans l'organisation berlinoise de la Ligue-"Spartacus" toutes les étapes de l'opposition de gauche; il se manifesta en janvier 1920 avec Schröder comme un théoricien précoce de l'unionisme¹⁷ et il fut un membre fondateur du KAP. Comme Wendel, le juriste Arthur Goldstein avait déjà défendu avec Schröder les thèses unionistes dans l'opposition berlinoise du KPD(S). Adam Scharrer¹⁸, en tant que tourneur qualifié participant aux grèves des ouvriers de l'armement de Berlin, se joignit au mouvement des Représentants d'Entreprise Révolutionnaires et à l'opposition syndicale de gauche dans le KPD(S); il fut rédacteur à la KAZ et l'un des membres qui restèrent le plus longtemps dans le KAP. Le menuisier qualifié Peter Utzelmann¹⁹ fut envoyé,

⁹ Voir plus haut le paragraphe sur la scission des communistes de gauche lors du Congrès de Heidelberg du KPD(S).

¹⁰ Voir Anton Pannekoek, *Weltrevolution und kommunistische Taktik* [Révolution mondiale et tactique communiste], Vienne 1920. Voir aussi plus haut le paragraphe sur le Congrès de Heidelberg du KPD(S).

¹¹ À ce sujet, voici ce que dit un vétéran du KAP : « Il est difficile de parler du groupe fondateur berlinois du KAP. Ce qui est exact, c'est la chose suivante : la majorité absolue de la Ligue Spartacus (90%) était favorable au KAP. Sur environ 50 000 membres, plus de 45 000 appartenaient au KAP et avec cela toutes les personnalités de premier plan ; nous avons de très nombreux intellectuels ! Des acteurs, des poètes, des peintres, des professeurs, etc. Franz Jung, Karl Schröder, Balluschek (un peintre (NdA)), Friedrich Wendel, Goldstein, Seeman (Reichenbach (NdA)), c'est une suite de noms sans fin. À mon avis, on ne pourra plus l'établir de manière exacte car la plupart des contemporains de cette époque-là sont morts, ou ils ont été tués dans les combats révolutionnaires des années 1918/19/20 ». Alfred Weiland, Lettre à l'auteur du 15/10/1967.

¹² Voir la caractérisation de la personnalité de Schröder dans : *Die Roten Kämpfer* [Les combattants rouges], *loc. cit.*, p. 439 sq.

¹³ Voir l'Appendice biographique ; voir aussi l'appréciation de Schwab dans : Annelore Leber (edit.), *Das Gewissen entscheidet* [C'est la conscience qui décide], Berlin, Francfort-sur-le-Main 1957, p. 130 sq.

¹⁴ Peter Utzelmann (information sur bande magnétique de décembre 1966) souligne que, dans le Centre du KAP de Berlin, on travaillait de manière collective et si l'on cherchait un chef, il fallait désigner Schwab comme étant, plus que Schröder, la "tête" du parti. Un autre le caractérise ainsi : « Schwab n'utilisait pas de formules toutes faites. Il se mettait à disposition, il s'offrait et il était prêt à modifier sa position à chaque fois que la méfiance des membres contre les sommités avait pris une ampleur menaçante ». Franz Jung, *Der Weg nach unten* [La voie vers le bas], p. 421.

¹⁵ Voir l'Appendice biographique, voir aussi Hanno Dreschler, *Die SAPD*, p. 368.

¹⁶ Voir l'Appendice biographique.

¹⁷ Voir plus haut le paragraphe sur la tendance majoritaire dans l'AAU.

¹⁸ Voir l'Appendice biographique

¹⁹ Voir l'Appendice biographique

après le putsch de Kapp, en Allemagne centrale avec des tâches importantes de type organisationnel par ses amis du KAP de Berlin. Fritz Rasch avait été le véritable organisateur de la scission du KPD(S) berlinois et c'est à lui que revint, ainsi qu'à Emil Sach, le trésorier du parti, une grande partie des responsabilités technico-organisationnelles.

Ces responsabilités n'étaient pas minces car, de mai à août 1920, le nombre des adhérents du parti augmenta continuellement. Bien que les difficultés de détermination de la force numérique, que nous avons déjà remarquées pour ce qui concerne la FAUD et l'AAUD, s'appliquent également au KAP, l'on peut admettre avec certitude que c'est entre le I^o Congrès en avril et le II^o Congrès au début d'août 1920 qu'il compta le plus de membres. Une session du Comité Central du parti affirmait à la fin mai – vraisemblablement de manière quelque peu exagérée – que l'organisation comprenait alors à peu près 75% des membres du KPD(S)²⁰ et, avant le II^o Congrès, il fut annoncé encore une fois un nombre de groupes locaux en croissance continue²¹. Les chiffres, qui n'étaient pas destinés à la publication, mais qui furent fournis lors du contrôle des mandats du II^o Congrès, donnent l'image la plus fidèle des forces absolues et relatives des différentes régions économiques du KAP : Berlin 12 000, Nord 3 000, Altona 1 953, Saxe-Anhalt 1 400, Nord-ouest 1 000, Poméranie 1 100, Basse Saxe 1 200, Saxe orientale 3 100, Prusse orientale 1 500, Rhénanie-Westphalie 5 500, Francfort/Main 1 000, Zwickau 2 000, Allemagne centrale 3 200, zone occupée 2 500²². Les 40 000 adhérents environ que le KAP comprenait donc au début d'août 1920 devaient représenter le maximum de force numérique dans son histoire, étant donné que, avec l'exclusion des nationaux-bolcheviks lors du II^o Congrès du parti, commença la longue série des scissions et des sécessions qui décima rapidement l'organisation.

La tactique de la région de loin la plus puissante du parti, le KAP de Berlin, était, d'après la presse, résolue à éviter les aversions pathologiques du type de la Saxe orientale ou de Hambourg qui pourraient isoler le parti par trop facilement des masses ouvrières. Le centre berlinois du parti faisait avant tout son possible pour démontrer l'inertie injustifiée dont faisait preuve dans l'action la centrale du KPD(S); le KAP berlinois croyait inconditionnellement à l'actualité de la révolution et il habillait les moindres occasions d'espoirs révolutionnaires avec la conviction, que le programme avait déjà fait voir, que « le socialisme n'arrive pas, même si les conditions de son avènement sont là, si les hommes ne le veulent pas »²³. Des révoltes locales de la faim en mai-juin 1920 par exemple furent une occasion suffisante pour constater : « Les conditions objectives de la révolution sont là ». On ne pouvait pas prédire son éclatement à l'instant présent, mais « ceux qui ont le sens de l'histoire savent que cela arrivera bientôt »²⁴. Il professait ouvertement, en contradiction consciente avec le KPD(S), le sabotage en tant que l'un des moyens de la lutte de classe requis par la situation révolutionnaire et il déclarait que, à partir d'un certain point, cette lutte serait une dispute « avec les poings et les dents, avec des couteaux et des gourdins, et, encore mieux, avec des fusils, des mitrailleuses, des grenades à main et des explosifs »²⁵. Empêcher que ne soit adoptée, puis que ne s'impose la loi sur le désarmement, qui entra en vigueur au début d'août et qui ordonnait la confiscation de toutes les armes et munitions provenant de la guerre et encore conservées, fut l'objectif immédiat de la politique quotidienne du KAP de Berlin dans les premiers mois. Il fut dit lors du II^o Congrès que l'activité de l'organisation devait « se concentrer autour de la question de la loi sur le désarmement » et que l'on espérait d'avoir encore du temps pour « organiser une grande

²⁰ Voir «KAZ» (Grand-Berlin), 1^o année (1920), n^o 100.

²¹ Voir «KAZ» (Grand-Berlin), 1^o année (1920), n^o 105.

²² Procès-verbal du I^o Congrès régulier du KAPD, tapuscrit, p. 23. Le Congrès constitutif du parti n'est pas pris en compte dans la numérotation de ce manuscrit ; c'est pourquoi le II^o congrès effectif est dénommé à tort comme le I^o Congrès régulier.

²³ «KAZ» (Grand-Berlin), 1^o année (1920), n^o 95 : *Mehr Aktivität !* [Plus d'activité !].

²⁴ «KAZ» (Grand-Berlin), 1^o année (1920), n^o 107.

²⁵ «KAZ» (Grand-Berlin), 1^o année (1920), n^o 118 : *Illusionen*.

manœuvre contre cette loi »²⁶. Les organisations de combat illégales du parti en particulier furent sévèrement touchées par cette loi et leur développement fut caractérisé par la suite par un manque chronique d'armes et de munitions. Les tentatives du KAP de lancer des actions de masse contre cette loi échouèrent du fait de la non-participation du KPD(S) et de l'USPD²⁷. C'est dans cette même direction, à savoir d'attiser à nouveau la lutte prolétarienne active contre l'État bourgeois en train de se consolider, qu'allèrent les actions de sabotage contre les livraisons de munitions aux adversaires de l'URSS dans la guerre russo-polonaise au cours de l'été de 1920, actions qui furent repoussées par le KPD comme « romantisme révolutionnaire »²⁸ et mises en œuvre avec succès par le KAP en commun avec l'AAUD et la FAUD. Cette attitude tactique du centre berlinois du KAP fut confirmée par le III^e Congrès (du 15 au 18 février 1921); un orateur réclama sous les applaudissements du congrès « une activité offensive accrue du parti contre l'économie capitaliste et contre toutes les institutions démocratiques »²⁹. On ne devait pas se laisser effrayer par la généralisation selon laquelle la réaction n'attendait que l'occasion pour attaquer le prolétariat; il s'agissait de détruire les « illusions démocratiques » par l'offensive, par la lutte ouverte. Si le KAP n'avait pas réussi dans tous les cas à gagner le KPD à sa tactique de l'anti-légalité délibérée et permanente, la volte-face du VKPD pour ce qui concerne la tactique offensive dans l'Action de Mars 1921³⁰ devait lui apparaître comme une opération de conversion sur sa propre ligne; la KAZ se réjouissait : « Les masses du VKP agissent selon nos mots d'ordre! »³¹. En conséquence de quoi, la tactique du KAP ne fut pas du tout remise en question directement après la défaite dans les combats de Mars en Allemagne centrale. Dans une analyse rédigée en commun par le cercle dirigeant de Berlin et par Herman Gorter, et pour régler son compte à la critique de l'Action de Mars, on intensifia encore la précédente « ligne d'une politique *activement révolutionnaire* »³² et l'on considéra comme la prochaine tâche du KAP la formation de comités d'action et la mise en œuvre d'occupations d'entreprise selon l'exemple italien qui devaient déboucher sur la lutte armée pour la conquête du pouvoir d'État³³. Mais quand, au cours de l'année, toutes les conséquences politiques de l'écrasement de l'Action de Mars devinrent visibles et quand de nombreuses forces activistes déçues – comme cela est particulièrement évident dans le cas de Karl Plättner et de ses partisans³⁴ – se détournèrent du parti, le KAP entra dans une incertitude tactique perceptible. Le IV^e Congrès du parti en septembre 1921 déclara que la tâche du KAP était désormais « de garder vivante la volonté de révolution dans le prolétariat allemand » et de se tenir prêt par rapport « à la vague qui remontera bientôt du mouvement révolutionnaire »³⁵. Dans son discours au Congrès, Gorter fondait cette perspective sur le résultat de son analyse politique mondiale, à savoir que la situation du capitalisme était « politiquement quelque peu meilleure mais très mauvaise économiquement » et qu'elle donnait toujours la possibilité d'avoir de très « grandes espérances »³⁶. Une série d'articles qui parut en même temps dans la KAZ, "Contribution à la tactique du parti", en arriva à la

²⁶ Procès-verbal du I^{er} Congrès régulier du KAPD, p. 188.

²⁷ "KAZ" (Grand-Berlin), 1^{er} année (1920), n^o 121 : *Zur Entwaffnung der deutschen Revolution* [Le désarmement de la Révolution allemande].

²⁸ Voir à ce sujet Bernhard Reichenbach, *loc. cit.*, p. 164.

²⁹ "KAZ" (Grand-Berlin), 1^{er} année (1920), n^o 181.

³⁰ Voir à ce sujet dans le détail plus loin le paragraphe sur les organisations radicales de gauche dans les actions de 1920/21.

³¹ "KAZ" (Grand-Berlin), 1^{er} année (1920/21), n^o 181 :

³² *Der Weg des Dr. Levi, der Weg der KPD* [La voie du Dr Levi, la voie du KPD], édité par le KAPD, sans lieu, sans date (Berlin 1921), p. 30 ; les mots soulignés le sont dans l'original.

³³ Voir *ibidem*, p. 29-32.

³⁴ Voir à ce sujet plus loin le paragraphe sur la lutte organisée en bandes de Karl Plättner.

³⁵ "KAZ" (Grand-Berlin), 1^{er} année (1920/21), n^o 232 : *Lehren des Parteitag* [Les leçons du Congrès du parti].

³⁶ "KAZ" (Grand-Berlin), 1^{er} année (1920/21), n^o 232 : *Rede des Genossen Gorter* [Le discours du camarade Gorter].

conclusion que l'idée d'une révolution allemande particulière n'était « certes pas absolument impossible, mais en tout cas de plus en plus invraisemblable ». Le rythme de développement du mouvement révolutionnaire était « à nouveau à considérer comme un problème »³⁷. La conception tactique de la première moitié de l'année avait sensiblement perdu de son actualité; on faisait expressément référence au nécessaire travail de propagande au jour le jour afin de développer la conscience prolétarienne et cette indication demeura la cause d'objectifs politiques pratiques immédiats.

La discussion publique de la théorie de "la crise mortelle du capitalisme" commença à peu près en même temps qu'avec l'aporie tactique dans laquelle le KAP tomba à partir du milieu de 1921. Il s'agissait en réalité dans cette discussion plus de la rationalisation d'un espoir, de l'interprétation d'un slogan, que d'une théorie; en effet, la construction d'une thèse quelque peu cohérente n'y eut pas lieu. Encore en 1925, une contribution critique à cette discussion constatait « le manque, éprouvé de manière si oppressante par tous les camarades, d'une description qui résume la théorie de la crise mortelle du capitalisme »³⁸. Dans la mesure où les essais économiques controversés sur la question de la crise mortelle – question dans laquelle toute tentative de résumé connut immédiatement une réfutation³⁹ – rendent possible une image précise, les réflexions suivantes appartenaient aux fondements de la prétendue théorie : son point de départ fut, en relation avec la théorie de l'impérialisme de Rosa Luxemburg, sa thèse selon laquelle, par suite de l'accumulation de capital dans le procès de production, l'offre et la demande ne pouvaient pas coïncider, qu'il en résultait toujours un excédent de produits, et par conséquent une crise des ventes qui rendait nécessaire l'ouverture violente de nouveaux marchés. Il s'ensuivait que l'on expliquait la guerre mondiale comme une tentative inconcevable jusqu'à présent et désespérée des bourgeoisies nationales de dépasser cette crise déterminée par le système; l'arrêt des ventes avait été enrayé par l'entrée en scène de l'État comme acheteur de toutes les marchandises disponibles et par la production de guerre⁴⁰. Le délai qui avait été garanti ainsi au capitalisme avait été encore une fois allongé après la guerre mondiale par « la cartellisation, les traités de paix, les actions de la Société des Nations »⁴¹, etc., mais il était limité et sa fin était prévisible, ce qui était annoncé entre autres par le recul de la productivité du capitalisme mondial⁴². La discussion de ces thèses, qui, depuis le début de la NEP en Russie, avait perdu de son actualité dans le communisme international, s'épuisa largement dans le KAP dans la querelle autour de l'interprétation correcte ou erronée des concepts sociaux-économiques fondamentaux de Marx et de Luxemburg et dans des questions économiques de détail. À la fin de 1924, des voix dans le KAP/AAU de la tendance de Berlin s'exprimèrent pour réclamer l'établissement d'un programme et d'une tactique d'une manière plus adéquate à la situation et elles pensaient qu'il était « grand temps de mettre fin à l'absurdité de la "crise mortelle" »⁴³. Pannekoek mit en garde en 1927 dans le "Proletarier" contre la conception inconsidérée selon laquelle le capitalisme ne serait pas réparable et il parla

³⁷ "KAZ" (Grand-Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 243.

³⁸ "Proletarier", 1^o année (1925), cahier 8.

³⁹ Même les deux théoriciens du Centre berlinois du KAP n'étaient pas ici d'accord. C'est ainsi par exemple que les explications de Schwab sur la "crise mortelle" furent mises en doute par Schröder lors de la session du Comité Central du KAPD les 5 et 6 mars 1922. Voir "KAZ" (Grand-Berlin), 3^o année (1922), n^o 19. Voir en particulier les discussions sur la théorie de la "crise mortelle" dans "Proletarier", 3^o année (1927), cahier 3, 6, 7, 9, 10/11..

⁴⁰ Voir à ce sujet "Proletarier", 3^o année (1922), numéro spécial sur le II^o Congrès de la KAI.

⁴¹ *Weltkrise und Klassenkampf* [Crise mondiale et lutte de classe], Berlin sans date, tract du KAPD p. 1.

⁴² Voir par exemple la compilation des faits dans "Proletarier", 3^o année (1922), numéro spécial sur le II^o Congrès de la KAI.

⁴³ "Proletarier", 1^o année (1924), cahier 8.

d'une « dépression économique constante », au sortir de laquelle, à long terme, la révolution surgirait⁴⁴.

Dans la discussion sur la "crise mortelle", se manifestait l'effort de donner de nouveaux fondements au KAP, après que sa base originelle, l'évidence – pour le moins affectivement immédiate – de la révolution, a été invalidée par la répression de mars 1921. C'est à partir de ce moment-là que datent aussi les conflits tactiques et personnels qui conduisirent, après les sécessions antérieures, à la scission du parti en mars 1922. Les conflits avaient déjà été débattus et réglés de manière interne lors du Congrès de septembre (1921)⁴⁵, et ils ne devinrent véritablement explosifs que quand une fraction plus solide se forma autour du "Bureau d'information et d'organisation" mis en place par le congrès du parti en vue de la fondation d'une Internationale communiste de gauche. Le rigorisme particulier de cette fraction apparut dans le refus de la participation de l'AAU aux luttes salariales⁴⁶ et dans son effort soutenu pour faire naître une KAI le plus vite possible⁴⁷. Ces deux positions étaient des manières de se comporter qui faisaient particulièrement preuve de peu de compréhension pour les ouvriers situés dans le procès de production et pour leurs problèmes pratiques quotidiens, et qui ne furent pas approuvées par la majorité du Comité Directeur Principal du KAP⁴⁸. Le Bureau international déploya au tournant de l'année 1921-22 une grande activité sans entente préalable avec le Comité Principal du parti et il visita à peu près la moitié des régions économiques du KAP pour y faire de la propagande en faveur de sa ligne tactique. La région économique du Grand-Berlin, qui s'était exprimée résolument, lors du IV^o Congrès, contre la fondation d'une nouvelle Internationale avant que le KAPD ne se soit renforcé dans son organisation interne, accorda peu de place à la discussion sur la situation internationale et à la propagande du bureau international dans la presse de parti dont elle avait la responsabilité. Les différends sur la fonction de l'Union et sur le moment de la constitution de l'Internationale communiste de gauche, qui se transformèrent facilement en quelque chose de personnel du fait de l'évolution décroissante rapide du KAP, furent traités au cours de la session du Comité Central des 5 et 6 mars 1922 et elles fournirent l'occasion d'une séparation organisationnelle des deux fractions. Grâce à une modification du mode de scrutin de la session, Schröder obtint la majorité pour sa fraction qui ne correspondait pas aux conditions réelles de majorité chez les membres du parti. La région du Grand-Berlin du KAP exclut par conséquent Karl Schröder, Arthur Goldstein et Emil Sach, pour cause de comportement préjudiciable au parti et de « leur ambition personnelle excessive »⁴⁹. L'AAU de Berlin s'associa à ce verdict contre Schröder, Sach et Reichenbach, avec environ 1 000 voix contre 20⁵⁰ et elle démit aussi la rédaction du "Kampfbruf" pour avoir offert une plateforme aux nouvelles thèses de Schröder sur les unions. Schröder, de son côté, qui n'avait derrière lui que le soutien sans restrictions des régions faibles en effectif de Kiel, de Dresde et de Stettin, déclara sans autre forme de procès que la direction du parti précédente était révoquée et il constitua un nouveau Comité Directeur Principal à Essen. Cette scission – dont les causes ne paraissent objectivement impératives que dans la

⁴⁴ "Proletarier", 3^o année (1927), cahier 7/8 : Karl Horner, *Prinzip und Taktik* [Principe et tactique].

⁴⁵ Schröder déclara le 16/03/1922 que, si cela n'avait tenu qu'à lui, la rupture dans le KAP aurait déjà été consommée en septembre 1921. "Proletarier", 3^o année (1922), numéro spécial sur le II^o Congrès de la KAI. Voir "KAZ" (Grand-Berlin), 3^o année (1922), n^o 21 ; voir aussi "KAZ" (tendance Essen), 1^o année (1922), n^o 30 : « La position des membres du parti dans les luttes de mars 1921, et par rapport à elles, ... montrait déjà une déchirure interne dans la conception des méthodes de lutte à employer immédiatement ».

⁴⁶ Voir, pour les détails à ce sujet, plus haut le paragraphe sur la tendance majoritaire de l'AAU.

⁴⁷ Voir à ce sujet aussi plus loin le paragraphe sur la KAI.

⁴⁸ Sur ce point et pour la suite, voir pour les détails le Procès-verbal sténographique complet de la session du Comité Central des 5 et 6 mars 1922 dans : "KAZ" (Grand-Berlin), 3^o année (1922), n^o 19-22 ; voir aussi - moins de façon détaillée - le résumé dans : "KAZ" (tendance Essen), 1^o année (1922), n^o 1.

⁴⁹ "KAZ" (Grand-Berlin), 3^o année (1922), n^o 19 : *Offenes Rundschreiben an alle Mitglieder der Partei* [Circulaire ouverte à tous les membres du parti].

⁵⁰ "KAZ" (Grand-Berlin), 3^o année (1922), n^o 20.

mesure où elles étaient déterminées par la situation sociale et économique, c'est-à-dire où elles dépendaient de la détermination des tâches des unions – atteignit la substance du KAP et réduisit de manière décisive le développement organisationnel national et international des communistes de gauche.

Dans un premier temps, les deux comités principaux du KAP se firent concurrence et les deux tendances s'appelèrent, en fonction des sièges de ces comités, tendance de Berlin et tendance d'Essen. Selon des informations – parfaitement crédibles – de la tendance de Berlin, environ 100 membres du KAP berlinois se rangèrent derrière le comité d'Essen et environ 1 600 derrière le comité de Berlin⁵¹. Dans les différentes régions économiques, qui étaient déjà pour certaines d'entre elles réduites en mars 1922 à un seul groupe local⁵², les représentants des deux comités participèrent à la discussion et la majorité de la plupart des assemblées se solidarisa avec la tendance de Berlin⁵³, bien que la différence entre les deux tendances n'ait pas été partout aussi grande qu'à Berlin. Dans la discussion entre les orateurs des deux tendances, on œuvra des deux côtés avec des incriminations et des calomnies personnelles si fortes qu'une réunification n'était bientôt plus pensable malgré l'autorité que Gorter y investissait⁵⁴. Les orateurs d'Essen, Schröder, Reichenbach, Sach, etc., avaient trouvé dans la Ruhr un mécène qui leur permit d'éditer à partir de la mi-mars 1922 une KAZ, et à partir du début juin un "Kampffruf", sous leur propre direction en tant qu'organes de la tendance d'Essen, et ils appelèrent à suspendre les fonds pour les organes de presse correspondants des Berlinois. Ils convoquèrent leur propre congrès les 4 et 5 juin 1922 à Hanovre et leur propre session de Comité Central en octobre dont le panorama sur l'état organisationnel de la tendance d'Essen fut décourageant⁵⁵. Étant donné que leur travail organisationnel se concentra de plus en plus exclusivement sur la KAI, les régions économiques de la tendance d'Essen périclitèrent bientôt totalement et, à partir de 1924, leur presse ne donna plus d'informations sur l'organisation. La session du Comité Central d'octobre 1922 se réunit – d'après les propres termes de quelqu'un d'Essen – dans une situation « de désillusion politico-personnelle qui n'a jamais été plus forte », et elle constata une « dépression politique affectant tout le monde du fait de la force numérique des Berlinois »⁵⁶. Par suite de la force d'intégration plus faible du courant d'Essen du KAP, il naquit encore une fois à l'intérieur de cette tendance une fraction qui avait son chef-lieu à Leipzig, qui « liquida le KAP » en novembre 1923 et se constitua en "Ligue Communiste des Conseils"⁵⁷. Cette Ligue des Conseils édita de manière irrégulière les feuilles "Die Epoche, Kampforgan des Kommunistischen Rätebundes" [L'Époque, Organe de lutte de la Ligue Communiste des Conseils] et "Die Perspektive, Kampforgan der Union revolutionärer Betriebsorganisationen" [La Perspective, Organe de lutte de l'Union des Organisations d'entreprise révolutionnaires] jusqu'en 1924. Elle était née, dans la tendance d'Essen, avant tout par réaction à la forte position qu'occupaient en elle les anciens théoriciens du groupe berlinois des fondateurs du KAP; ceux de la Ligue des Conseils se regroupèrent dans la polémique contre ces « cercles littéraires » et ils essayèrent de transformer en un élément de leur

⁵¹ "KAZ" (tendance Berlin), 3^e année (1922), n^o 26 ; les organes de la tendance de Berlin ont continué leur numérotation à partir de 1920, alors que la presse de la tendance d'Essen a compté les années de parution à partir de la scission (1922).

⁵² Le chargé de l'organisation a déclaré lors de la session du Comité Central en mars 1922 : « Des districts économiques qui se composent d'un seul lieu ou de 12 membres est une absurdité ». Il a réclamé une nouvelle répartition des districts : "KAZ" (Grand-Berlin), 3^e année (1922), n^o 22.

⁵³ "KAZ" (tendance Berlin), 3^e année (1922), n^o 26 : *Übersicht über die Verhältnisse in 17 Wirtschaftsbezirken der KAO* [Vue d'ensemble sur la situation dans 17 districts économiques].

⁵⁴ Voir son texte, paru dans sa propre maison d'édition, au ton suppliant, mais qui argumentait clairement en faveur de la tendance d'Essen : Hermann Gorter, *Die Notwendigkeit der Wiedervereinigung der Kommunistischen Arbeiter-Partei Deutschlands* [La nécessité d'une réunification du KAPD], sans lieu, sans date (1922).

⁵⁵ "KAZ" (tendance Essen), 1^o année (1922), n^o 6-11 et n^o 23.

⁵⁶ "KAZ" (tendance Essen), 1^o année (1922), n^o 23.

⁵⁷ Voir à ce sujet "Die Aktion", 14^e année (1924), n^o 6.

programme le ressentiment anti-intellectuel qui était répandu dans les groupes du KAP⁵⁸; en dehors de ce trait distinctif, ils se caractérisaient par leur refus du « pouvoir exécutif du KAP sur l'AAU » dans sa forme antérieure et ils se considéraient comme les garants efficaces « de l'unité interne d'idées et d'organisation de l'Union des organisations d'entreprise dans la lutte pour l'accomplissement de la dictature prolétarienne »⁵⁹. Ce rejet de la subordination de l'AAU au KAP rapprochait la Ligue des Conseils de l'AAUE; mais les propositions d'unification avec l'organisation unitaire furent repoussées par celle-ci en raison de la chasse aux intellectuels de la tendance de Leipzig⁶⁰; après la dissolution de cette tendance vers la fin de l'année 1924, ses membres rejoignirent en grande partie l'AAUE. Tandis donc que la tendance d'Essen allait s'effondrer sur le plan organisationnel, elle avait cependant dans ses rangs, du moins au début, presque tous les intellectuels qui avaient formulé jusqu'à présent le programme et la tactique du KAP et elle se moquait – pas tout à fait à tort – de la faible puissance théorique des Berlinoïses⁶¹. Parmi le cercle étroit des fondateurs berlinois du KAP, en dehors de Friedrich Wendel⁶² et d'Arthur Goldstein⁶³, Alexander Schwab fut lui aussi exclu du parti à la mi-1922; Schwab avait essayé il est vrai de prendre encore une attitude de médiateur à la session de mars du Comité Central, mais il laissait voir dans son rapport qu'il n'avait plus d'intérêt pour le travail pratique d'organisation; après la déception qu'il connut au III^e Congrès du Komintern, et qui l'éloigna de ses anciens amis, il n'avait plus assuré ses fonctions dans le bureau international et il annonça à la fin mars 1922 son départ du KAP⁶⁴. L'amitié et l'accord théorique entre Schröder et Gorter furent en revanche préservés, même après la scission du parti; Gorter, qui n'avait pas participé directement au processus de scission en raison d'une longue maladie, soutint sans réserve la tendance d'Essen. Dans sa justification de la tactique d'Essen⁶⁵, Gorter considérait que, étant donné que la situation était objectivement révolutionnaire en l'Allemagne et en Europe, presque la totalité du prolétariat allemand était "réformiste"; « tous luttaient pour des "réformes" et pour la "reconstruction" »⁶⁶. Dans une telle situation, il était absolument nécessaire qu'au moins un groupe maintienne le principe de la révolution avec la plus extrême conséquence, afin de favoriser le processus de conscientisation prolétarienne et de pouvoir former le noyau du mouvement prolétarien d'émancipation lorsque la révolution serait à nouveau à l'ordre du jour; d'où la non-participation de l'AAU aux luttes salariales et l'organisation internationale immédiate des révolutionnaires conséquents contre la masse accablante des "opportunistes". Le "Kampfbruf" d'Essen mena manifestement cette lutte contre le "réformisme" jusqu'en avril

⁵⁸ Voir à ce sujet plus loin le paragraphe sur le problème des intellectuels.

⁵⁹ "Die Epoche", 1^o année (1923), n^o 1 : *Die Liquidation der KAPD und die Formierung des Kommunistischen Rätebundes* [La liquidation du KAPD et la formation de la Ligue Communiste des Conseils].

⁶⁰ Voir "Die Aktion", 14^e année (1924), n^o 6 : *Vom Wesen des "Kommunistischen Rätebundes* [La nature de la Ligue Communiste des Conseils].

⁶¹ Voir "KAZ" (tendance Essen), 2^e année (1923), n^o 23 : *Antwort an der Berliner* [Réponse aux Berlinoïses] : « Après que les dirigeants berlinois ont non seulement repris mot pour mot, pendant des mois après la scission, en raison de leur pauvreté intellectuelle, une série de nos exposés et de nos appels antérieurs afin de remplir leur "KAZ", mais qu'ils ont même présenté à leurs membres notre brochure "Die Allgemeine Arbeiter-Union" comme étant leur propriété et qu'il ont montré en cela une capacité manifeste de la citation ou de la recopie... », etc.

⁶² Voir plus loin le paragraphe sur le national-bolchevisme hambourgeois.

⁶³ Voir plus haut le paragraphe sur la tendance majoritaire de l'AAUD.

⁶⁴ Voir la note dans : "KAZ" (tendance Essen), 1^o année (1922), n^o 1. Jung rapporte que Schwab aurait, à cette époque-là, « commencé à s'identifier à l'idée révolutionnaire de la résistance à toute forme de politique ». Il aurait « reconnu à ce moment-là comme étant la fonction première et la plus claire du cycle du mouvement ouvrier politique celle qui consiste à créer une tête à partir de lamasse, et ensuite de préserver en permanence cette tête par l'oppression des masses ». Franz Jung, *Der Weg nach unten*, p. 421.

⁶⁵ Voir à ce sujet particulièrement : Hermann Gorter, *Die Notwendigkeit der Wiedervereinigung der KAPD*.

⁶⁶ Voir "KAZ" (tendance Essen), 1^o année (1922), n^o 23 : Hermann Gorter, *Die Essener und die Berliner Richtung* [Les tendances d'Essen et de Berlin] ; voir aussi "Der Kampfbruf" (tendance Essen), 2^e année (1923), n^o 14 sq. : Hermann Gorter, *Die Richtigkeit der Essener Richtung in der Frage des Mittuns in wirtschaftlichen Kämpfen* [La justesse de la tendance d'Essen dans la question de la participation aux luttes économiques].

1926, et la KAZ d'Essen – à la fin avec une parution irrégulière et sous un petit format – jusqu'en 1929. Une partie des représentants éminents de la tendance d'Essen (Schröder, Reichenbach) était revenue au SPD en 1925, une autre partie se retira complètement de l'activité politique (Sach par exemple). À l'intérieur du SPD, beaucoup d'anciens membres du KAP se regroupèrent autour de Schröder et ils formèrent finalement avec lui à partir de 1929 un cercle révolutionnaire, les "Roten Kämpfer" [les Combattants Rouges], qui s'engagea déjà avant 1933 dans une période d'illégalité, qui travailla jusqu'en 1936 dans la résistance et qui rassembla à nouveau la plupart des membres du groupe des fondateurs berlinois du KAP (Schröder, Schwab, Reichenbach, Goldstein, Utzelmann, etc.)⁶⁷.

La direction de la tendance berlinoise du KAP était devenue largement anonyme immédiatement après la scission; à côté d'Adam Scharrer, qui possédait depuis le début une forte position dans l'organisation berlinoise du parti et qui, lors de la session du Comité Central de mars, s'était vivement élevé en son nom contre la fondation de la KAI⁶⁸, ce sont des ouvriers n'étant pas apparus nommément jusqu'à cet instant, et pour partie promus de l'organisation de la jeunesse, qui jouèrent un rôle dirigeant dans les années suivantes⁶⁹. Cette tendance se considérait comme la continuation authentique de la tradition du parti⁷⁰ et, consciente de sa supériorité numérique, elle convoqua du 14 au 16 mai 1922 au siège de sa tendance adverse, à Essen, le V^o Congrès du KAP⁷¹, réclamé par des membres qui étaient considérablement troublés. La discussion sur la scission se déroula non sans un fort ressentiment anti-intellectuel⁷², et il y eut une grande proportion de voix pour réclamer, non pas certes une révision des principes, mais cependant un changement de formulation pour actualiser le programme du parti. C'est la région du Grand-Berlin qui en fut chargé; elle proposa au VI^o Congrès du parti (du 9 au 11 septembre 1923) un deuxième programme du KAPD⁷³ que ce dernier adopta. Ce programme ajoutait au premier un exposé sur la "crise mortelle du capitalisme"⁷⁴ et il rayait – comme cela avait déjà été réclamé par le Congrès d'Essen⁷⁵ – le soutien, qui était encore enthousiaste en 1920, à la Révolution d'Octobre⁷⁶. Du reste, le programme concret et "maximaliste" d'action de 1920 du KAP avait fait place maintenant à des

⁶⁷ Voir à ce sujet la documentation sur les "Roten Kämpfer" (*loc. cit.*) et prochainement la thèse de doctorat d'Olaf Ilhau sur l'histoire des "Roten Kämpfer".

⁶⁸ Voir son exposé dans : "KAZ" (tendance Berlin), 3^o année (1922), n^o 20.

⁶⁹ La biographie politique d'Alfred Weiland est peut-être beaucoup plus représentative : Alfred Weiland, né le 7/08/1906 à Berlin-Moabit, était issu d'une famille socialiste qui avait adhéré durant la Première Guerre mondiale à la Ligue-"Spartacus" ; très tôt contacts avec le mouvement de la jeunesse socialiste et participation à l'évolution de l'aile gauche de la Ligue-"Spartacus" jusqu'à la fondation du KAP ; en 1925, fonctions de responsabilité dans l'AAU et ensuite au KAP, rédacteur au "KAZ", et en 1927 homme de liaison international du KAP/AAU ; activité dans le mouvement de chômeurs et en février 1933 il est arrêté en raison de ses liens avec van der Lubbe (qui était proche des communistes de gauche hollandais), l'auteur hollandais de l'attentat contre le Reichstag ; libéré en 1935, mais mis en détention préventive jusqu'en 1938 ; va s'établir après 1945 en RDA, puis à Berlin-Ouest. Lettre d'Alfred Weiland à l'auteur du 15/10/1967. Weiland utilisa comme autres noms dans la direction du KAP après 1924 : Lincke, Michaelis, Wilfrath et Pinkowski.

⁷⁰ Le 24/03/1922, le district du Grand-Berlin déclara qu'il restait « toujours sur le fondement programmatique et théorique du programme et des conceptions défendues dans les brochures "Organisation de lutte de classe du prolétariat (d'Hermann Gorter) et de "La voie du Dr Levi, la voie du KPD" ». "KAZ" (tendance Berlin), 3^o année (1922), n^o 24.

⁷¹ Voir Procès-verbal du V^o Congrès dans : "KAZ" (tendance Berlin), 3^o année (1922), n^o 35-40.

⁷² Il y était demandé entre autres : « Jamais un intellectuel ne devrait occuper une position de direction. Ils devraient travailler, mais ne pas diriger. Deux à trois prolétaires devraient se tenir à côté d'eux ». "KAZ" (tendance Berlin), 3^o année (1922), n^o 39.

⁷³ Programme du KAPD, 1924.

⁷⁴ Voir *Ibidem*, p. 5-14 : *Aufstieg und Niedergang der kapitalistischen Wirtschaft im Zeitalter des Imperialismus* [Montée en puissance et décadence de l'économie capitaliste à l'époque d l'impérialisme].

⁷⁵ "KAZ" (tendance Berlin), 3^o année (1922), n^o 36.

⁷⁶ Voir *Programm der KAPD* (1924), p. 23-30 : *Leitsätze zur KAI* [Les principes directeurs de la KAI].

réflexions générales sur « les tâches de la classe ouvrière après la prise du pouvoir politique »⁷⁷. Le véritable point litigieux entre ceux de Berlin et ceux d'Essen, la tâche des unions, n'était pas du tout appréhendé dans le nouveau programme; pour cela, avaient été adoptés lors du V^o Congrès des "principes directeurs pour la tactique"⁷⁸ qui proposaient aux camarades des unions d'effectuer, en cas de grève dans leurs entreprises respectives, une politisation de la grève, d'élire ensuite un comité d'action et, avec celui-ci, de « faire progresser la situation révolutionnaire aussi loin que possible »; si le personnel n'adoptait pas les mots d'ordre de l'union et ne formait pas de comité d'action, alors les camarades de l'AAU ne devaient prendre en charge aucune sorte de fonction dans la grève, mais ils devaient quand même « faire preuve naturellement de leur solidarité ». Une telle casuistique déconcertante provenait par la force des choses des efforts pour s'accrocher à la tactique révolutionnaire du KAP dans une phase du développement social plus longue qui n'était plus révolutionnaire. Le règlement des différends avec la tendance d'Essen prit en outre une si grande place dans l'activité de la tendance de Berlin⁷⁹ qu'elle s'éloigna de plus en plus des masses laborieuses qui étaient bien moins intéressées aux questions de principe. En février 1923 déjà, une session du Comité Central des Berlinoises constatait que de nombreuses régions économiques étaient complètement en crise; on n'y sentait que peu de vie intellectuelle active et l'on y regrettait l'absence de toute initiative propre; « de l'extérieur, il n'y a rien à signaler à propos du KAP »⁸⁰. Dans les révoltes de la faim et dans les grèves, sa presse n'économisait pourtant pas les appels révolutionnaires depuis le milieu de 1923. Le KAP ne jouait déjà plus de rôle dans ces actions, mais il fut cependant touché par les mesures répressives contre les organisations communistes, qui furent appliquées avec le début de la stabilisation. Il y eut toujours dans la tendance de Berlin, au-delà de 1924 également, une vie d'organisation, mais qui se restreignait maintenant presque en totalité à la région de Berlin-Brandebourg. Elle constituait un large groupe sectaire dont la critique, dirigée de préférence contre le KPD⁸¹, suscitait l'attention selon les circonstances. Le KAP remplit ainsi une fonction critique analogue à celle qui était revenue à la "Fédération Libre" avant la guerre mondiale, lors de la discussion sur la grève de masse par exemple. Sa critique adressée au KPD et à la III^e Internationale obtint ainsi par exemple une certaine publicité dans la prétendue "Affaire des grenades", c'est-à-dire dans les révélations lancées à la fin de 1926 par la presse anglaise sur la fourniture de la Reichswehr en armes et en munitions produites en Russie⁸²; pour le KAP, c'était une confirmation, qui était flagrante de manière inespérée et que l'on pouvait exploiter sur le plan de la propagande, de son affirmation défendue depuis 1921 que la III^e Internationale était devenue la complice de la bourgeoisie internationale.

C'est en rapport avec ce succès polémique et de propagande que l'on en arriva encore une fois à la formation d'une fraction dans de la tendance de Berlin du KAP-croupion, pour laquelle le caractère, à la fois ésotérique et uniquement déterminé par des points litigieux internes au groupe, de la discussion qui avait encore lieu dans l'organisation, devint évident. La nouvelle scission de novembre 1927 se produisit à propos de la plus ou moins stricte interprétation du principe de l'anti-parlementarisme : le député communiste au Reichstag Ernst Schwarz⁸³, qui

⁷⁷ *Ibidem*.

⁷⁸ "KAZ" (tendance Berlin), 3^e année (1922), n^o 39.

⁷⁹ Voir à ce sujet la série interminable d'articles : *Essener und Berliner Richtung, Antwort an Gorter* [Tendances d'Essen et de Berlin, réponse à Gorter] dans : "KAZ" (tendance Berlin), 4^e année (1923), n^o 24-34.

⁸⁰ "KAZ" (tendance Berlin), 4^e année (1922), n^o 5.

⁸¹ Voir le résumé important de sa critique du KPD : *Die KPD im eigenen Spiegel. Aus der Geschichte der KPD und der 3. Internationale* [Le KPD sans son miroir. L'histoire du KPD et de la III^e Internationale], Berlin sans date (1925) (172 p.) (KAPD-Verlag).

⁸² Voir à ce sujet la brochure du KAP : *Von der Revolution zur Konterrevolution. Russland bewaffnet die Reichswehr* [De la révolution à la contre-révolution. La Russie arme la Reichswehr], Berlin, sans date (1927).

⁸³ Voir pour la biographie de Schwarz et pour l'histoire de son groupe : Siegfried Bahne, *Die ultralinke Opposition in der KPD*, loc. cit., p. 379 sq.

avait été exclu en mai 1926 du KPD avec Karl Korsch à cause de leur déviation "ultra-gauche", qui avait ensuite constitué un groupe d'opposition autour du journal "Entschiedene Linke" et qui avait critiqué dans le même sens que le KAP, au Reichstag entre autres, le KPD et le Komintern en relation avec l'"Affaire des grenades", était depuis novembre 1926 en étroit contact avec les chefs du KAP/AAU de Berlin puisqu'il y avait accord entre eux sur tous les points essentiels du programme. Une violente opposition, en provenance en particulier des groupes du KAP de Berlin, de Hambourg et de Leipzig⁸⁴, prit naissance contre cette association qui avait été négociée dans le cadre d'une « tactique élastique »⁸⁵ et largement – selon la présentation de l'opposition – sans consultation des membres, entre les porte-parole du KAP et la "Entschiedene Linke" (EL), afin d'utiliser la plate-forme du Reichstag et les indemnités journalières de Schwarz. L'opposition publia à partir de novembre 1927 ses propres organes de presse pour le parti et pour l'Union⁸⁶ et elle reprocha à la direction du KAP d'être passée à « une politique parlementaire d'utilité » au lieu de s'accrocher au principe de « l'antiparlementarisme révolutionnaire »⁸⁷. Ceux d'Essen ne virent dans cette « tactique élastique » qu'une confirmation de plus du « réformisme » des Berlinoises; mais c'est en vain qu'ils tentèrent d'attirer à eux l'opposition à ces derniers; lors d'un congrès de la tendance de Berlin du KAP à Pâques 1928, l'opposition revint dans le parti sur la base de l'assurance que « le déraillement qui avait eu lieu dans le cas du parlementaire Schwarz » était rectifié. « Il n'est pas question de répéter de telles expériences »⁸⁸. En raison de la désagrégation de la relation avec l'EL et du fait de cette preuve ultime du doctrinarisme spécifique au KAP, ce sont les dernières régions du parti qui tombèrent en décadence et le parti cessa pratiquement d'exister en 1931, sauf un petit vestige qui publiait encore une fois sa propre KAZ⁸⁹. L'AAU qui était par comparaison plus forte et plus active prit en charge « en réalité de plus en plus les tâches de l'ancien KAP »⁹⁰. Après la fusion de l'AAU et de l'AAUE à la fin de 1931, l'ensemble des filiations de la tradition communiste de gauche en Allemagne s'étaient réunies encore une fois, peu avant leur fin irrévocable qui sera scellée avec la prise du pouvoir des nationaux-socialistes.

3. Le KAPD et la III^e Internationale

L'idée longtemps nourrie par l'opposition de gauche du KPD(S) que sa tactique avait l'entière approbation des bolcheviks, se fondait – abstraction faite de l'impression générale de

⁸⁴ Voir "KAZ" (tendance Essen), 6^e année (1927), n^o 11.

⁸⁵ Voir à ce sujet la critique dans : "KAZ" (tendance Essen), 6^e année (1927), n^o 11 : *Spaltung in der KAP Berliner Richtung* [Scission dans le KAP tendance Berlin].

⁸⁶ "Kommunistischer Arbeiter, Organ der Kommunistischen Arbeiter-Partei Deutschlands - Opposition" [L'ouvrier communiste, organe de l'Opposition du KAPD], 1^o année (1927) - 21^e année (1928) et "Klassenfront, Organ der Allgemeinen Arbeiter-Union Deutschlands - Opposition (Revolutionäre Betriebsorganisation)" [Le front de classe, organe de l'AAUD - Opposition (Organisation révolutionnaire des conseils)], 1^o année (1927).

⁸⁷ "Kommunistischer Arbeiter", 1^o année (1927), n^o 1 : *Antiparlementarismus oder antiparlementarischer Opportunismus*.

⁸⁸ "Kommunistischer Arbeiter, 2^e année (1928), n^o 5.

⁸⁹ "Kommunistische Arbeiterzeitung, Organ der KAPD", Berlin-Lichtenberg, 1^o année (1931) - 3^e année (1933).

⁹⁰ Lettre d'Alfred Weiland à l'auteur du 14/08/1967. Une série d'anciens membres du KAP de la tendance de Berlin a travaillé après 1933 dans la résistance sous le nom : "Revolutionäre Obleute" et "Gruppe Internationaler Sozialisten].

l'identité de sa soif d'action avec celle des camarades russes – sur le souvenir de la condamnation sans compromis et unanime des "sociaux-patriotes" (USPD et SPD) qui avait débuté à la Conférence de Zimmerwald¹. Non seulement les anciens ISD mais aussi Pannekoek, leur mentor intellectuel, avaient mené la lutte, durant la guerre, dans le sens de la résolution de Zimmerwald de Lénine et ils jouaient maintenant un rôle éminent dans le KPD(S) de gauche. Mais ce serait méconnaître, par-delà ces points de contact tactiques, les divergences de principe profondes qui devaient résulter par exemple des conceptions spontanéistes des communistes de gauche allemands et de la compréhension élitiste du parti des bolcheviks². Ainsi, Lénine avait déjà caractérisé, dans une lettre du 10 octobre 1919 – bien avant la prise de connaissance du texte de Radek au II^o Congrès du KPD(S) et en accord de principe avec lui –, le refus de « l'utilisation des possibilités légales », de « la participation au parlement bourgeois, aux syndicats réactionnaires ainsi qu'aux comités de travailleurs ou aux conseils d'entreprise à la Scheidemann » comme une « maladie de croissance » du mouvement communiste en Allemagne³. C'est sur la base de cet accord entre Lénine et Radek – et de la centrale du KPD(S) chapeauté par Levi et influencée par Radek – concernant l'aile gauche du parti que le Bureau d'Amsterdam de la III^o Internationale, qui était présidé par les camarades Pannekoek et Gorter, lesquels étaient solidaires des communistes de gauche allemands, fut dissous par un appel téléphonique émanant de Moscou⁴. La circonscription de Berlin, principalement oppositionnelle, avait en outre reçu, le 7 février 1920, dans une lettre du "Comité Exécutif de l'Internationale Communiste" (CEIC), un avertissement à cause de son attitude anti-parlementaire et anti-syndicale et une invitation pour en discuter à Moscou. En dépit de toutes ces désapprobations publiques de l'opposition par le CEIC, le groupe des fondateurs berlinois du KAPD attachait une grande valeur à l'appartenance à la III^o Internationale. Le rapporteur berlinois à la question internationale lors du Congrès constitutif d'avril 1921 affirmait avec défi : « Nous ne devons pas ... demander l'adhésion de notre parti à la III^o Internationale, mais nous devons seulement déclarer notre adhésion »⁵. On considérait que les camarades russes étaient insuffisamment et unilatéralement informés sur la situation dans le PC allemand et l'on bâtissait en outre des espoirs sur le caractère commun du "programme maximaliste" de la Révolution russe et du KAPD; il était impossible que la centrale de Levi, qui voulait mener la lutte d'émancipation du prolétariat par étapes et qui n'avait pas du tout approuvé la création du Komintern en mars 1919, soit le vrai représentant des communistes allemands dans la III^o Internationale. Le Congrès constitutif adopta à l'unanimité une résolution qui déclarait que le KAPD se tenait « sans restrictions sur le terrain de la III^o Internationale »⁶. Le Secrétariat pour l'Europe Occidentale de la III^o Internationale s'opposa aussitôt le 18 avril 1920 à la rumeur qui montait d'après laquelle le KAPD serait admis dans le Komintern⁷. Les craintes de la direction du KPD(S) et en particulier de Paul Levi, lequel avait consolidé organisationnellement le PC allemand dans les démêlés avec les communistes de gauche, et qui voyait maintenant une possible mise en danger de tout son travail par la reconnaissance du KAPD de la part du CEIC, furent alors, et au cours des mois suivants, très grandes.

¹ Voir à ce sujet plus haut la paragraphe sur les radicaux de gauche de Brême.

² Voir à ce sujet aussi le paragraphe suivant sur l'affrontement d'Hermann Gorter avec Lénine.

³ Voir "KAZ" (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 191, supplément : *Lenin über die Taktik des Kommunismus : Grüße an die deutschen, italienischen und französischen Kommunisten* [Lénine sur la tactique du communisme : Saluts aux communistes allemands, italiens et français]. Dans un avant-propos, les communistes de gauche de Hambourg renvoyaient tout particulièrement à la condamnation des "sociaux-patriotes" dans la lettre, mais ils pensaient du reste ne pas pouvoir y trouver un appui de la tactique de la Centrale de Levi. C'est là un premier exemple d'ignorance, frisant l'aveuglement, de la désapprobation russe qui a été typique lors des mois suivants pour l'attitude des communistes de gauche à l'égard de Moscou.

⁴ Voir Bernhard Reichenbach, *loc. cit.*, p. 212 sq.

⁵ "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920), n^o 90.

⁶ *Ibidem*.

⁷ Voir "Die Rote Fahne", 3^o année (1920), n^o 57 : *Die 3. Internationale und die KAPD*.

L'ouvrier de la construction navale, Jan Appel⁸, qui devait expliquer l'évolution de l'opposition de Hambourg incriminée par le CEIC, et Franz Jung pour l'opposition de Berlin, furent envoyés à Moscou pour faire un rapport oral auprès de la direction du Komintern. À partir de cet instant-là et pendant une bonne année, il y eut un véritable trafic touristique, sous les circonstances aggravantes de l'illégalité, de la part de la centrale berlinoise du KAPD vers la direction moscovite du Komintern. La délégation Appel-Jung arriva début mai (1920), après un voyage semé d'aventures⁹, à Saint-Pétersbourg puis à Moscou où elle eut des entretiens avec Lénine, Zinoviev et d'autres chefs du Komintern et du PCUS. Elle fut honorée personnellement mais les arguments présentés par le KAP à l'encontre de la centrale de Levi et de ses conceptions programmatiques se heurtèrent à une désapprobation déterminée¹⁰. Les arguments des Russes étaient ceux que Lénine avait déjà indiqués dans sa lettre d'octobre 1919 et qu'il présentera ensuite de manière plus détaillée dans sa brochure "La maladie infantile du communisme (le "gauchisme")" née (1960).¹¹; il lut à Appel et à Jung, entre autres, des passages du manuscrit de ce traité¹² et il avait donc déjà rendu son jugement sur les communistes de gauche en Allemagne sur la base de sa conception différente, élaborée depuis longtemps, de l'organisation et de la tactique du PC et sous l'influence de Radek et de la centrale de Levi; il ne voyait aucune raison pour les réviser. La position de la délégation Appel-Jung était particulièrement faible étant donné le fait qu'elle n'avait pas de programme généralement reconnu de son parti à présenter¹³ et que sa condamnation des ailes du KAP, nationale-bolchevique et syndicaliste révolutionnaire, qui se dessinaient entre-temps, pouvait être écartée comme son opinion personnelle¹⁴. Lénine rejeta résolument, après comme avant, l'attitude anti-syndicale et anti-parlementaire ainsi que la formulation de la question : « dictature du parti ou dictature de la classe? ». La réaction à cette demande d'affiliation de cette première délégation du KAP se traduisit, en date du 2 juin 1920, par une "Lettre ouverte du CEIC aux membres du KAPD"¹⁵, qui aurait dû ôter définitivement et réellement toute illusion sur le fait de savoir auquel des deux partis communistes en Allemagne Lénine et la direction du Komintern étaient favorables. La tactique du KAP était qualifiée de « déviation directe du communisme » et le CEIC déclarait franchement « que dans tous ces problèmes tactiques et de principe les plus importants qui sont devenus maintenant en Allemagne ... des questions du jour brûlantes, c'est le KPD(S) et *non pas* le KAPD qui est dans le vrai »¹⁶. Il lui

⁸ Voir l'Appendice biographique.

⁹ Appel et Jung réussirent, avec l'aide d'un camarade du KAP de Hambourg, à monter comme passagers clandestins dans un bateau de pêche dont ils obligèrent l'équipage à changer de cap en haute mer en direction de Mourmansk où ils entrèrent le 1^{er} mai 1920. Voir à ce sujet la description : Franz Jung, *Der Weg nach unten*, p. 143 sq.

¹⁰ Voir à ce sujet *ibidem*, p. 157 sq. ; l'exposé de Jung n'est pas très fiable pour ce qui concerne les détails factuels.

¹¹ W. I. Lenin, *Der "linke Radikalismus", die Kinderkrankheit des Kommunismus* [La maladie infantile du communisme (le "gauchisme")], dans W. I. Lenin, *Ausgewählte Werke* [Œuvres choisies], Berlin 1963, vol. III, p. 389 sq. Lénine a écrit cette étude en avril 1920 et il l'a complétée en mai ; elle a paru en juin en russe, et en juillet en allemand, en français et en anglais. Voir aussi relativement à ce texte : Helmut Kolbe, *W. I. Lenins Werk "Der "linke Radikalismus", die Krankheit des Kommunismus - eine bedeutende Hilfe für die junge KPD* [L'œuvre de Lénine : "La maladie infantile du communisme (le gauchisme)" - une aide importante pour le jeune KPD], dans : *Beiträge zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, édité par l'Institut pour le marxisme-léninisme auprès du CC du SED, Berlin 2^e année (1960), p. 255 sq. La présentation incomplète et superficielle de cet essai consigne le rôle de Levi mais tait complètement celui de Radek.

¹² Communication sur bande magnétique d'Appel.

¹³ L'écriture du premier programme du KAPD a été achevée en mai 1920 et il a été imprimé à la fin mai ; voir plus haut le paragraphe sur la Congrès constitutif du KAPD.

¹⁴ Voir le rapport de la délégation envoyée à Moscou dans : *Das Exekutivkomitee der 3. Internationale und die KAPD*, Berlin sans date, p. 3-6.

¹⁵ Voir *Das Exekutivkomitee der 3. Internationale und die KAPD*, p. 7-12. Voir aussi "Die Rote Fahne", 3^e année (1920), n^o 128 supplément.

¹⁶ *Ibidem* ; négation soulignée dans l'original.

proposait, en attendant les décisions du II^o Congrès mondial du Komintern, auxquelles le KAP devrait se soumettre, de passer sans délai un accord avec la centrale du KPD(S) et de former un bureau d'organisation commun provisoire sous la présidence d'un membre du CEIC¹⁷. Comme l'incertitude régnait sur le sort de la délégation Appel-Jung et comme le KAP devait être représenté dans tous les cas au II^o Congrès du Komintern, Otto Rühle voyagea – en ignorant la lettre du CEIC qui ne parvint qu'après le commencement du II^o Congrès du Komintern entre les mains du KAP – illégalement à la fin de mai vers Moscou¹⁸; début juillet, il s'y joignit à August Merges en tant qu'autre délégué du KAP pour le II^o Congrès mondial de la III^o Internationale, qui débuta le 19 juillet. Au cours de ses voyages qui durèrent plusieurs semaines, Rühle fut frappé par beaucoup de choses qu'il expliquait par le caractère limité spécifique de la Révolution russe, différent de celui de la révolution occidentale; ainsi, en particulier, le principe du centralisme sous-tendant toutes les formes de l'organisation étatique et économique, qui – d'après les observations de Rühle – a été développé par les bolcheviks de manière si conséquente qu'il a conduit à l'"hypercentralisme"¹⁹. L'application de ce principe à l'organisation et à la tactique du mouvement communiste international paraissait à Rühle complètement absurde. Il critiquait, avec Merges, comme une tentative d'une telle application, les 21 conditions d'admission au Komintern²⁰, qui avaient été élaborées par le CEIC avec la collaboration faisant autorité de Karl Radek, qui devaient être présentées au II^o Congrès et sur lesquelles les deux délégués du KAP jetèrent un œil avant le début du congrès. Les conditions, qui incluaient en fait entre autres les thèses du II^o Congrès du KPD(S) relatives aux rapports entre le parti, la classe et les masses, au parlementarisme et à la question syndicale, semblèrent à Rühle et à Merges une nouvelle édition des principes directeurs de Heidelberg. « Elles étaient seulement présentées d'une manière un peu plus grand style, maquillées de manière un peu plus théorique, augmentées un peu plus en puissance dans le sens centraliste et dictatorial »²¹. Radek déclara à la délégation du KAP que rien ne s'opposait à l'admission de leur parti dans le Komintern s'il se soumettait à toutes les résolutions du Congrès – et donc également à la résolution d'approbation sur les conditions d'admission dirigées entre autres contre le KAP. En conséquence de quoi, les deux délégués du KAP partirent pour l'Allemagne dès avant le commencement du Congrès mondial, après que des entretiens de Rühle et de Merges avec Lénine, Zinoviev et autres, eurent été également sans résultat. La délégation refusa une invitation du Congrès, qui leur parvint au cours de leur voyage de retour, et qui leur assurait une voix délibérative, pour ne pas devoir participer à la décision de condamnation à mort du KAPD. C'est ainsi que, parmi les radicaux de gauche anti-autoritaires allemands, seul fut présent au II^o Congrès du Komintern, dont les résolutions cimentèrent la position autoritaire du parti d'État russe dans le communisme international, le membre de la FAUD Augustin Souchy²² pour y apporter la contradiction dans la discussion de la position du parti dans la révolution²³ et de la question du parlementarisme²⁴.

Le centre du KAP à Berlin avait réagi de manière outragée après la prise de connaissance de la lettre du CEIC du 2 juin 1920²⁵ et le II^o Congrès du parti désapprouva de la manière la plus cinglante le droit de veto que s'arrogeait le Komintern dans les affaires et les problèmes

¹⁷ Voir *ibidem*, p. 12.

¹⁸ Voir son *Bericht über Moskau* [Rapport sur Moscou], dans : "Die Aktion", 10^e année (1920), n^o 39/40.

¹⁹ Voir *ibidem*.

²⁰ Voir *Leitsätze über die Grundaufgaben der Kommunistischen Internationale* [Principes directeurs sur les tâches fondamentales de l'Internationale Communiste] divisés tout d'abord en 19 points et qui ont été adoptés par le Congrès, dans : Procès-verbal du II^o Congrès de l'Internationale Communiste, Hmabouirg 1921, p. 746 sq. Voir aussi Günther Nollau, *Die Internationale* (*opus cité*), p. 388-393.

²¹ "Die Aktion", 10^e année (1920), n^o 39/40.

²² Souchy 'était pas officiellement délégué par la FAUD, mais il était présent à l'occasion de son voyage d'étude en Russie.

²³ Voir *Procès-verbal du II^o Congrès mondial du Komintern*, p. 95 sq.

²⁴ Voir *ibidem*, p. 448 sq.

intérieurs des différentes organisations communistes nationales. Après les 21 conditions du II^o Congrès du Komintern, une fraction du KAP considéra tout autre effort pour l'admission du parti dans la III^o Internationale comme vain, et même comme dangereux. Cette fraction se regroupait autour de Rühle, Pfemfert et Broh, les leaders de la tendance organisation unitaire, lesquels avaient lancé depuis août 1920, en particulier dans l'"Aktion" de Pfemfert, une campagne contre la « dictature de parti » russe et contre l'« Internationale des chefs »²⁶. La fraction qui voulait toujours et encore plus maintenant poursuivre dans le sens de l'admission du KAP était fortement représentée par la presque totalité de la direction berlinoise du parti et par la plus grande partie de la foule des adhérents fascinés, après comme avant, par le formidable exemple de la Révolution d'Octobre. Après le retour de Rühle et de Merges, le comportement de cette délégation avait été aussitôt qualifié par la direction berlinoise de « faute grave »²⁷ et c'est en même temps que débuta la polémique violente dans le parti, contre le cours particulier de la Saxe orientale qui était dirigé par Rühle²⁸. Si le Congrès du parti au début d'août s'était encore déclaré contre l'exclusion de Rühle, une session du Comité Central du KAP des 30 et 31 octobre la réalisa cependant pour cause d'« activité désorganisatrice du parti »²⁹. Cette même session du Comité Central décida, bien que le congrès du parti n'ait pas donné d'instruction de la sorte³⁰, d'envoyer à nouveau une délégation à Moscou, laquelle se composait des représentants les plus importants du noyau centraliste du KAP, c'est-à-dire de Schröder, de Gorter et de Rasch. Schröder avait déjà qualifié, lors du II^o Congrès du parti, la conduite de la direction du Komintern de « méthodes à la Radek », que l'on repoussait à l'unanimité, et par lesquelles on ne devait pas se laisser diviser³¹. L'occasion de cette nouvelle délégation avait été fournie par des conversations des chefs berlinois du KAP avec le président de la III^o Internationale, Zinoviev, lors du Congrès de Halle de l'USPD à la mi-octobre 1920. Gorter donna comme raison pour les efforts obstinés – et non inconsidérés au regard de l'exigence stricte du KAP d'une autodétermination exclusive des membres – d'une adhésion au Komintern la nécessité de constituer une opposition « révolutionnaire-marxiste » dans la III^o Internationale « révolutionnaire-opportuniste »³² et de réunir si possible une fraction de gauche contre les 21 conditions du II^o Congrès. La délégation Schröder-Gorter-Rasch se rendit illégalement en novembre 1920 en Russie avec l'objectif d'obtenir l'admission du KAP comme parti sympathisant sans en rabattre sur le programme du parti. Après des entretiens répétés avec Lénine, Trotski, Boukharine, Zinoviev, etc., et après deux sessions du CEIC, elle parvint à ce que le KAPD soit admis officiellement le 5 décembre 1920 dans le Komintern comme « parti sympathisant avec voix délibérative ... provisoirement »³³. Cette décision du CEIC en faveur de l'admission du KAP dans l'Internationale fut une mesure à laquelle la direction du KPD(S) réagit – comme cela devint évident dans le cas de Paul Levi qui, après toutes les luttes avec les

²⁵ Voir l'appel *An den 2. Congress der 3. Internationale*, dans : *Das Exekutivkomitee der 3. Internationale und die KAPD*, p. 13 sq.

²⁶ Voir "Die Aktion", 10^e année (1920), n^o 31/32, 33/34, etc. ; voir aussi Franz Pfemfert, *Die Parteidiktatur der 3. Internationale*, Berlin 1921.

²⁷ Voir "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920), n^o 137 ; voir en outre la polémique contre Rühle : *ibidem*, n^o 138, 139, 143, 144, etc.

²⁸ Voir plus loin le paragraphe sur la tendance syndicaliste révolutionnaire dans le KAPD.

²⁹ Voir "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920), n^o 138.

³⁰ L'exposé de Bernhard Reichenbach (*loc. cit.*) situe la décision du Congrès de façon erronée avant la troisième délégation à Moscou ; en fait l'approbation du Congrès de Gotha à l'adhésion n'a eu lieu qu'en février 1921, et donc *post festum*.

³¹ Voir le *Procès-verbal du Congrès régulier du KAP*, p. 144.

³² Voir Hermann Gorter, *Die KAPD und die 3. Internationale*, dans : "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920), n^o 162.

³³ Voir le rapport officiel de la délégation dans "Proletarier", 1^o année (1920), n^o 3 : *Delegation nach Moskau* ; voir aussi "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920), n^o 162.

gauchistes dans le KPD, y était objectivement particulièrement allergique³⁴ – avec une grande irritation. Pourtant, cette décision ne changeait pas la moindre chose à l'attitude fondamentale du CEIC par rapport aux communistes de gauche allemands. Après la publication à la mi-octobre d'une autre lettre ouverte de la direction du Komintern aux membres du KAP³⁵ qui les invitait à rejoindre le KPD(S), la résolution d'admission de décembre répétait le même souhait. L'admission du KAPD devait, selon le point de vue du CEIC, servir au seul but d'être accommodant à l'égard des « meilleurs éléments prolétariens du KAPD » et de leur faciliter le passage au KPD(S)³⁶. La résolution d'admission déclarait au reste, après comme avant, que la tactique du KAP, en particulier dans les questions des syndicats et du parlement, était erronée, et elle demandait que le KAP participe au Congrès de fusion imminent du KPD(S) et de l'USPD de gauche et qu'il soutienne fraternellement toutes les actions révolutionnaires du VKPD. Si la raison principale de la résolution du CEIC était sans aucun doute le souci de ne pas offenser les combattants éprouvés du KAPD par l'exclusion de leur organisation, le prestige et l'habileté dans les négociations de Gorter, qui exposa la position du KAPD lors de la première session du CEIC dans un rapport qui dura une heure et qui s'opposa dans la discussion à Trotski, en tant que co-rapporteur du CEIC, furent également importants³⁷. Cette troisième délégation du KAP pencha, après son retour en Allemagne, vers une surestimation – résultant probablement d'un optimisme d'opportunité et d'une conviction subjective à une tendance évolutive encore ouverte du Komintern³⁸ – des résultats obtenus, du fait de son mépris complet des modalités douteuses de la résolution d'admission³⁹. La délégation voulait voir dans la reconnaissance présumée du KAPD par le Komintern, et dans l'admission, de la même façon seulement supposée, de la FAU Gelsenkirchen dans l'ISR⁴⁰, « le premier signe que la III^e Internationale était sur le point de prendre la voie des principes du KAPD »⁴¹. L'admission provisoire du KAP dans la III^e Internationale apportait à l'organisation non seulement un gain temporaire de prestige mais aussi très vraisemblablement une amélioration de ses finances; si les informations de la police politique sont crédibles, le KAP et l'AAU reçurent pour leur presse et pour d'autres objectifs de lutte jusqu'à la fin mars (1921) un unique versement de 5 millions de marks, et pour une communauté d'action à constituer avec le VKPD, 3 millions de marks⁴². Le KAPD se joignit à l'optimisme de la délégation au vu des faits qui suivirent la scission des ailes nationale-bolcheviste et syndicaliste révolutionnaire; le Comité Central élargi, dans une session des 21 et 22 décembre 1920, salua le succès de la

³⁴ Paul Levi démissionna en février 1921 de la présidence du VKPD en signe de protestation à cause des différends existant de longue date dans la question de l'adhésion du KAP et de la politique italienne du CEIC.

³⁵ Voir le texte de la lettre dans : “Die Aktion”, 10^e année (1920), n^o 45/46.

³⁶ Voir “Proletarier”, 1^o année (1920), n^o 3 ; voir aussi à ce sujet le Rapport de travail de Zinoviev au CEIC dans : *Procès-verbal du III^e Congrès du Komintern*, p. 185 et 187.

³⁷ L'exposé de Gorter ne fut jamais publié, tandis que le contre-exposé de Trotski parut dans “Die Internationale”, l'organe de publication du Komintern.

³⁸ Le fait que Lénine se soit montré très compréhensif dans les conversations personnelles avec les différentes délégations du KAP, même s'il n'était pas conciliant sur le fond de l'affaire, a contribué à cette impression. Selon le Rapport de la troisième délégation, Lénine disait en substance : « J'en reste pour le moment à la méthode de la constitution de cellules dans les syndicats. *Nous devons attendre* pour savoir si la voie de l'AAU, celle de l'évolution différemment articulée du parti, de la classe et de la masse, en Europe occidentale sera - peut-être - la bonne » (“Proletarier”, 1^o année (1920), n^o 3). De façon similaire, voir aussi Rühle à propos de sa conversation avec Lénine (voir “Die Aktion”, 10^e année (1920), n^o 39/40). Seul Franz Jung ne se sentit pas personnellement tout à fait pris au sérieux par Lénine : « Lénine n'a accepté aucune réponse de ma part. Il m'a traité avec une ironie visible de suiviste... » (Franz Jung, *Der Weg nach unten*, p. 157.

³⁹ Voir “Proletarier”, 1^o année (1920), n^o 3 : « « Sans aborder le contenu matériel de la résolution, nous voyons l'essentiel dans la reconnaissance du KAPD ».

⁴⁰ Il n'a été en vérité répondeu positivement qu'en janvier 1921 par la Commission préparatoire de l'ISR à Moscou à la demande d'admission de la FAU de Gelsenkirchen de septembre 1920. Voir plus haut le paragraphe sur la FAU tendance Gelsenkirchen et l'Union des Travailleurs manuels et intellectuels.

⁴¹ “Proletarier”, 1^o année (1920), n^o 3.

⁴² Pol. Akten der Reg. Düsseldorf, n^o 15681/13.

délégation comme un premier pas du CEIC vers la reconsidération des résolutions du II^o Congrès mondial, exigea « une lutte implacable contre toute forme ... d'opportunisme » dans l'Internationale et envoya Arthur Goldstein comme représentant du KAP avec voix délibérative au CEIC de Moscou⁴³. Le III^o Congrès du parti, en février 1921, approuva, comme on pouvait s'y attendre, l'adhésion du KAP au Komintern. Le rapprochement souhaité par le CEIC des deux PC allemands ne se réalisa que ponctuellement dans la communauté d'action au cours de l'Action de Mars⁴⁴; à partir d'avril 1921, la presse du KAP rejeta tout espoir d'une fusion avec le VKPD⁴⁵. L'alternative de la réunion du KAP avec le VKPD ou de l'exclusion de l'Internationale fut conservée simultanément par le CEIC. Zinoviev avait déjà annoncé lors du X^o Congrès du PCUS au début de 1921 que l'on « pousserait à l'extrême »⁴⁶ la question du KAPD au cours du III^o Congrès mondial du Komintern à venir.

Conscient que le III^o Congrès du Komintern apporterait une décision, Jan Appel (pseudonyme : Hempel) repartit pour Moscou en mai 1921, accompagné d'Alexander Schwab (pseudonyme : Sachs) et d'un ouvrier métallurgiste de Leipzig du nom de Meyer (pseudonyme : Bergmann), et muni de l'instruction d'attaquer les résolutions du II^o Congrès et si possible de mettre sur pied une opposition dans la III^o Internationale⁴⁷. La délégation Appel-Schwab-Meyer arriva à Moscou dès la mi-mai et elle y fut complétée par Reichenbach, qui avait entre-temps remplacé Goldstein comme représentant du KAPD au CEIC et qui travaillait sous le pseudonyme de Seemann. Les quatre délégués du KAPD se chargèrent de la tâche d'attaquer les résolutions du II^o Congrès avec énergie et habileté; ils formèrent durant tout le III^o Congrès, du 22 juin au 12 août 1921, la colonne déterminée de l'opposition de principe à la tactique du CEIC et du parti d'État russe. Ils tentèrent d'exercer de manière courageuse leur critique dans la discussion sur le rapport de Trotski relatif aux tâches du Komintern⁴⁸, dans le rapport d'activité du CEIC fait par Zinoviev⁴⁹, dans le rapport de Radek sur la tactique de la III^o Internationale⁵⁰, dans la discussion de la question syndicale⁵¹ et du rapport de Lénine sur la tactique du PCUS⁵², et d'exposer leur propre position sur les questions respectives. Ils présentèrent dans presque toutes les commissions leurs propres thèses relatives aux questions mentionnées⁵³ et ils diffusèrent un bref exposé de l'histoire du KAPD dans une traduction anglaise et française⁵⁴ afin de recruter pour leur opposition dans les autres organisations nationales. La possibilité pour la délégation du KAP d'acquérir de l'influence fut amoindrie – abstraction faite de leur isolement et de leur faiblesse numérique – par la manipulation de l'ordre du jour du Congrès en leur défaveur; c'est ainsi que la réduction du temps de parole, entre autres, des communistes de gauche provoqua la protestation de la déléguée hollandaise Roland-Holst – qui du reste n'était plus maintenant solidaire avec ses anciens camarades du SDP – contre cette « violence intellectuelle » faite aux représentants du KAP⁵⁵. En outre, il y avait eu, avant le Congrès, peu de descriptions objectives des buts du KAP dans la presse russe

⁴³ Voir le texte de la résolution du Comité Central dans "Proletarier", 1^o année (1920), n^o 3. Sur le premier représentant du KAP dans le CEIC, renseignements écrits de Bernhard Reichenbach à Olaf Ihlau.

⁴⁴ Voir plus loin le paragraphe sur les organisations radicales de gauche dans les actions de 1920/21.

⁴⁵ "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920), n^o 185 : *Wir und die Internationale* [Nous et l'Internationale].

⁴⁶ Voir *ibidem* le discours de Zinoviev.

⁴⁷ "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 203 : *Bericht von der Zentralausschuss-Sitzung am 5. Juni 1921* [Rapport de la séance du Comité Central du 5 juin 1921] ; voir aussi le Rapport de la délégation dans : "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 219.

⁴⁸ Voir *Procès-verbal du III^o Congrès du Komintern*, p. 97-106 (Schwab, Reichenbach).

⁴⁹ *Ibidem*, p. 221, 225 (Appel).

⁵⁰ *Ibidem*, p. 485-497 (Appel).

⁵¹ *Ibidem*, p. 721-724 (Meyer).

⁵² *ibidem*, p. 766-769 (Schwab), p. 793-797 (Appel).

⁵³ Voir le texte des Thèses dans "Proletarier", 1^o année (1920/21), cahier 7.

⁵⁴ Il est presque entièrement reproduit dans *KAP-Aufsatz* de Bernhard Reichenbach, *loc. cit.*, p. 120 sq.

⁵⁵ *Procès-verbal du III^o Congrès du Komintern*, p. 345 ; voir aussi "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 214.

et dans l'organe central du Komintern, et Radek ainsi que Zinoviev, en particulier, essayèrent durant le Congrès, par des insinuations et des citations déformées, de tourner le parti en ridicule⁵⁶. La réalisation de l'autre objectif de la délégation du KAP, à savoir la constitution d'une fraction de gauche dans le Congrès, aurait été la condition pour la réussite d'une opposition pratique aux 21 points. Mais les conversations menées depuis la mi-mai à Moscou avec des délégués au Congrès sympathisants provenant de Bulgarie, du Luxembourg, du Mexique, d'Espagne, d'Angleterre, de Belgique, et avec les représentants des IWW⁵⁷ nord-américains, avaient, déjà avant le début du Congrès, laissé voir que la constitution d'une telle fraction n'était pas possible. Les délégués du KAP avaient tenté de créer la base commune d'une opposition grâce à des accords sur les questions de l'anti-parlementarisme, du refus de la tactique des cellules ainsi que de l'« hypercentralisation » des bolcheviks et du Komintern. Bien que la question du parlementarisme ait été la plus grande chance de procéder de manière commune avec l'ensemble de l'opposition, toutes les tentatives d'unification échouèrent – selon l'opinion de la délégation du KAP – du fait de la peur qu'avaient les autres « d'être exclus de la III^e Internationale »⁵⁸. Mais en réalité, dans le cas des deux organisations les plus importantes qui étaient représentées au Congrès et qui sympathisaient avec les objectifs du KAP, la CNT des syndicalistes révolutionnaires espagnols et les IWW nord-américains, la crainte précisément d'une exclusion n'était visiblement pas si grande; la CNT adhéra plus tard à l'Internationale syndicaliste révolutionnaire, et les IWW n'appartinrent ni à la III^e Internationale ni à une quelconque organisation rivalisant avec elle⁵⁹. Les contradictions de principe entre ces organisations syndicalistes révolutionnaires et le KAP étaient suffisamment grandes pour empêcher une union lors du Congrès. À côté de la minorité du PC néerlandais derrière Pannekoek et Gorter, il parvint à s'associer seulement aux communistes de gauche bulgares auxquels, durant le Congrès, l'admission fut refusée; Radek justifia cette décision par le fait qu'on considérait comme déplacé « de donner une prime aux tentatives de dispersion »⁶⁰ en admettant l'opposition là où il existait un PC important. Le KAP trouva finalement un soutien apparemment inattendu, même s'il ne fut pas très efficace, à sa critique de la tactique "opportuniste" du Komintern et du PCUS, de la part de la porte-parole de l'"opposition ouvrière" russe; cette "opposition ouvrière"⁶¹ était née en Russie depuis le printemps (1921) contre la politique de la NEP⁶² et elle voyait, comme les communistes de gauche allemands, dans ce nouveau cours une préparation des bolcheviks pour un « retour au capitalisme »⁶³. Étant donné sa lutte relativement solitaire lors du III^e Congrès mondial du Komintern, la délégation du KAP dut en fin de compte tirer la conclusion que « l'idée de former une

⁵⁶ *Procès-verbal du III^e Congrès du Komintern*, p. 187 sq. ; (Zinoviev) ; voir la protestation de la délégation du KAP, *ibidem*, p. 224 ; *ibidem*, p. 442 sq. (Radek).

⁵⁷ Voir à ce sujet et pour la suite, "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 219.

⁵⁸ *Ibidem*.

⁵⁹ Voir à ce sujet plus loin le paragraphe sur l'IAA des syndicalistes révolutionnaires.

⁶⁰ *Procès-verbal du III^e Congrès du Komintern*, p. 145. Voir également le rapport des délégués bulgares : "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 219 : *Die linken Kommunisten Bulgariens* [Les communistes de gauche de Bulgarie].

⁶¹ Voir la contribution d'Alexandra Kollontaï à la discussion relative à l'exposé de Lénine : *Procès-verbal du III^e Congrès du Komintern*, p. 776-781. La délégation du KAP apprécia les explications d'A. Kollontaï : « L'apparition de cette camarade qui provenait de l'Opposition russe fut un événement et l'on peut dire qu'il eut des répercussions d'une grande portée. Jusqu'à présent personne n'avait osé là-bas se déclarer opposé à la politique actuelle des bolcheviks et du gouvernement soviétique ». "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 219

⁶² Voir Arthur Rosenberg, *Geschichte des Bolschevismus* [Histoire du bolchevisme], Francfort-sur-le-Main 1966, p. 181 sq.

⁶³ : "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 219 ; voir aussi pour le détail plus loin le paragraphe sur la KAI. Voir depuis peu une documentation à propos de l'"Opposition ouvrière" dans : Frits Kool, Erwin Oberländer (sous la direction de), *Arbeiterdemokratie oder Parteidiktatur* [Démocratie ouvrière ou dictature du parti] Olten et Fribourg-en-Brigau.

opposition dans la III^e Internationale avait été une illusion »⁶⁴. Les deux objectifs de cette dernière délégation du KAP à Moscou furent poursuivis avec courage et habileté, mais il est clair qu'ils ne furent pas atteints.

Zinoviev et Radek posèrent, au nom du CEIC, un ultimatum de 2 à 3 mois au parti pour qu'il fusionne avec le VKPD; après ce délai, le KAP devrait s'attendre à être exclu du Komintern. La délégation refusa cet ultimatum, mais, en dépit des pleins pouvoirs qui lui avaient été donnés télégraphiquement par Berlin, elle ne proclama pas la sortie du KAPD de la III^e Internationale afin de laisser décider les membres du parti par eux-mêmes. Ce fut un geste spectaculaire mais qui revenait en la matière à une déclaration de départ, puisque l'on pouvait être sûr de l'irritation des camarades du parti provoquée par le traitement de leur délégation à Moscou. Dès la fin juillet, on prit des mesures pour la fondation d'une Internationale communiste de gauche⁶⁵; la lutte du KAPD pour la III^e Internationale était – comme Bernhard Reichenbach l'exprima⁶⁶ – finie, la lutte du parti contre la III^e Internationale commençait.

Parenthèse :
La controverse entre Herman Gorter et Lénine.
La tentative de Gorter de donner un fondement socio-économique au
communisme de gauche ouest-européen.

C'est en combinaison très étroite avec les relations organisationnelles entre le KAPD et le Komintern que se déroula la controverse théorique entre Herman Gorter et Lénine. Elle doit être vue dans le contexte d'un mouvement d'opposition orienté vers un communisme ouest-européen, indépendant de Moscou, qui trouvait déjà son expression dans la critique de Rosa Luxemburg à la Révolution russe¹ et qui se manifesta ensuite encore une fois jusqu'en 1923 dans les essais de renouveau de la théorie marxiste, inspirés par l'hégélianisme, chez Karl Korsch et Georg Lukacs. C'est sans lien démontrable avec l'opposition philosophique ouest-européenne à Lénine que Gorter affirma, en partie d'accord avec Rosa Luxemburg dans la discussion des questions pratique, organisationnelle et tactique, l'indépendance nécessaire du communisme ouest-européen, en communauté étroite avec son compagnon politique et compatriote néerlandais, Anton Pannekoek. Fils d'un écrivain néerlandais, après des études en philologie classique, et après s'être occupé de manière intensive de la philosophie de Spinoza et de Kant, Herman Gorter en arriva à la lecture de l'œuvre de Marx et il adhéra à la fin des années quatre-vingt-dix du siècle précédent à la social-démocratie néerlandaise². Il travailla comme professeur de lycée et il avait déjà lors de son entrée au "Sociaal-Democratische Arbeiders-Partij" (SDAP) un nom comme poète et comme chef d'une école poétique impressionniste³. Il publia temporairement pour le SDAP le journal marxiste "De Nieuwe Tijd" et il devint rapidement un agitateur populaire du mouvement. Il lutta contre le révisionnisme⁴

⁶⁴ "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 219.

⁶⁵ Voir à ce sujet plus loin le paragraphe sur la KAI de communistes de gauche.

⁶⁶ Bernhard Reichenbach, *loc. cit.*, p. 131.

¹ Rosa Luxemburg, *Die russische Revolution*, introduit et publié par Ossip K. Flechtheim, Francfort/Main 1963.

² Voir à ce sujet et pour la suite la nécrologie d'Hermann Gorter par Pannekoek dans : "KAZ" (tendance Essen), 6^o année (1927), n^o 9.

³ Son épopée lyrique *Mei* est aujourd'hui considérée comme l'apogée de la poésie moderne néerlandaise et elle est une lecture obligatoire dans les écoles.

⁴ Voir à ce sujet ses écrits : *De grondslagen der sociaal-democratie* (1906) et : *Marxisme en Revisionisme* (1907).

dans le mouvement et, à partir de 1903, pour l'idée de la grève de masse, avec Anton Pannekoek et en liaison amicale avec les radicaux de gauche du SPD (en particulier avec Karl Kautsky, aussi longtemps que celui-ci figura dans la gauche du SPD). En tant que dirigeant du groupe oppositionnel gravitant autour du journal "De Tribune", il fut exclu en 1909 avec Pannekoek et d'autres encore du SDAP et il fut un co-fondateur du "Sociaal-Democratische Partij" (SDP), le premier parti indépendant des radicaux de gauche en Europe occidentale. Son introduction au matérialisme historique⁵, qui parut en 1909 en néerlandais et en allemand, connu, à côté de sa littérature politique⁶ de cette année-là, une très large diffusion; elle fut rééditée encore plusieurs fois sous la République de Weimar. Gorter essayait, en partant de la question : « D'où cela vient-il que l'on pense comme cela à une époque déterminée? », de familiariser de manière inductive le lecteur avec le contenu du matérialisme historique, en utilisant la voie d'exemples tirés du champ d'expériences quotidien. L'accent particulier de la brochure était indiqué par le chapitre de conclusion, "La force de l'individu"⁷, dans lequel il était dit entre autres, en correspondance avec Pannekoek et avec toute une citation de Dietzgen,

« La puissance sociale qui nous entraîne n'est pas une fatalité morte, une masse compacte brute de matière. Elle est la société, elle est une force vivante.

« À vrai dire, nous *devons* aller dans la direction où elle va. Le processus de travail nous entraîne dans une direction que nous ne déterminons pas nous-mêmes. Nous ne faisons pas l'histoire *de notre propre chef*.

« Mais ... nous la faisons. »⁸

L'écrit se terminait par l'appel : « L'esprit doit être révolutionné! ». Gorter était d'avis que l'on ne pouvait instaurer une société nouvelle qu'avec un homme nouveau, conscient et indépendant, et il considérait le processus spirituel d'émancipation des ouvriers comme la première tâche de la révolution. Gorter voyait la cause ultime de l'échec des partis de la II^e Internationale en août 1914 dans le fait que ce processus d'émancipation n'avait pas été suffisamment promu. Dans un écrit en langue allemande de 1915⁹, il renvoyait cet échec de la social-démocratie allemande en particulier, qu'il ressentait comme catastrophique, premièrement au manque d'information des ouvriers sur les lois de développement de la phase impérialiste du capitalisme, deuxièmement, au réformisme profondément enraciné des masses laborieuses elles-mêmes, dans lequel elles furent encore renforcées par leurs chefs bureaucratiques.

« La masse, totalement emplie du désir de gain et non pas de révolution, fut fortifiée en cela par les chefs. Dans ce but, elle abandonna tout aux chefs, elle devint elle-même amorphe et indolente. Et moins la masse devint active, moins elle devint consciente du but, et plus les chefs se considéraient eux-mêmes comme les véritables protagonistes du mouvement. »¹⁰

Gorter voyait la seule régénération possible du mouvement ouvrier révolutionnaire dans l'action des masses elles-mêmes, préparées sur le plan théorique depuis longtemps par les

⁵ Hermann Gorter, *Der historische Materialismus. Für Arbeiter erklärt von Hermann Gorter* [Le matérialisme historique, expliqué aux ouvriers par Hermann Gorter], Stuttgart 1909.

⁶ Dan *Een klein heldenlicht* (1906), il décrivait l'éveil de la conscience de classe chez un couple ouvrier, et, dans *Pan* (1916), sous forme symbolique, « la libération de l'humanité par la combat des travailleurs » (Pannekoek dans sa nécrologie de Gorter).

⁷ Hermann Gorter, *Der historische Materialismus*, p. 126 sq.

⁸ *Ibidem*. Mots soulignés dans l'original.

⁹ Hermann Gorter, *Der Imperialismus, der Weltkrieg und die Sozialdemokratie* [L'impérialisme, la guerre mondiale et la social-démocratie], Amsterdam 1915. Voir la recension de ce texte dans l'organe de la Gauche de Zimmerwald : "Vorbote", 1^o année (1916), n^o 1, p. 63.

¹⁰ Hermann Gorter, *Der Imperialismus*, p. 63.

radicaux de gauche allemands dans le SPD ainsi que par les "tribunistes" néerlandais, et provoquées maintenant par la misère matérielle de la guerre mondiale. » La masse *doit* commencer maintenant à agir par elle-même, la masse *doit* se montrer »¹¹.

Gorter salua la Révolution d'Octobre russe de 1917 comme une action de masse du plus grand style et comme le premier pas de la révolution mondiale; il célébra Lénine avec enthousiasme comme « le pionnier de la révolution mondiale »¹². Sa haute considération de Lénine comme praticien génial de la révolution allait de pair avec sa grande estime du théoricien de la révolution prolétarienne qui, dans son écrit "L'État et la révolution"¹³ d'août-septembre 1917, sous l'impression directe du rôle des conseils d'ouvriers et de soldats dans la Révolution de Février de la même année, avait posé, y compris du point de vue de la théorie de l'État, le fondement d'une organisation prolétarienne, complètement nouvelle, de la vie sociale. En accord avec les idées de Marx sur la Commune de Paris de 1871, Lénine indiquait comme tâche principale du prolétariat dans la révolution de briser « la machinerie bureaucratique-militaire »¹⁴ de l'État préexistant et d'instaurer à sa place, selon le modèle de la Commune, une organisation qualitativement nouvelle sur la base des « corporations laborieuses », lesquelles devaient réunir les attributs législatifs et exécutifs et dont les membres devaient être entre autres révocables à tout moment. Lénine ébauchait dans cet écrit la théorie du « système des conseils en tant que la forme moderne de la révolution démocratique-socialiste consécutrice »¹⁵. Ce traité de Lénine, publié en 1918, agit – en relation avec son prestige de révolutionnaire victorieux – de manière au plus haut degré attractive sur les théoriciens radicaux de gauche de tous les groupes (en Allemagne, des radicaux de gauche sociaux-démocrates¹⁶ jusqu'aux anarcho-syndicalistes¹⁷) et il conduisit chez beaucoup d'entre eux à une identification irréfléchie de leurs propres conceptions sur la tactique et le but du combat révolutionnaire à celles de Lénine et des bolcheviks. C'est ainsi qu'il faut faire également remonter en partie la déception ultérieure de Gorter sur l'évolution de l'homme d'État Lénine et sur l'évolution de la révolution russe à une compréhension, allant trop loin dans le sens de ses propres intentions¹⁸, de cet écrit qu'il traduisait encore en néerlandais en 1918¹⁹. Dans "L'État et la révolution", Lénine abordait en détail, entre autres, la discussion entre Kautsky et Pannekoek²⁰, et il donnait raison au mot d'ordre de Pannekoek de destruction et de dissolution de l'État par les instruments de pouvoir du prolétariat, contre la revendication de Kautsky de lutter pour s'emparer du pouvoir d'État existant et de ses institutions. Lénine ne s'intéressait ici qu'à la question soulevée par Pannekoek; il n'approuvait en aucun cas sa théorie des masses révolutionnaires et sa compréhension de l'organisation, qui était complètement opposée à la sienne. « Même en 1917, Lénine n'abandonne pas son principe d'une dictature stricte du parti et du centralisme de parti. Lorsque Lénine recommande le système des conseils, il s'en faut de beaucoup pour qu'il admette pour autant le fédéralisme et la spontanéité des masses »²¹. Si

¹¹ Hermann Gorter, *Der Imperialismus*, p. 75. Mots soulignés dans l'original.

¹² Hermann Gorter, *Die Weltrevolution* [La révolution mondiale] (dédiée à Lénine).

¹³ W. I. Lenin, *Staat und Revolution, Die Lehre des Marxismus vom Staat und die Aufgabe des Proletariats in der Revolution* [L'État et la révolution. La doctrine marxiste de l'État et les tâches du prolétariat dans la révolution], dans W. I. Lenin, *Ausgewählte Werke* [Œuvres choisies], Berlin 1963, vol. II, p. 315-420.

¹⁴ *Ibidem*, p. 348.

¹⁵ Arthur Rosenberg, *Geschichte des Bolschevismus*, p. 125.

¹⁶ *L'État et la révolution* parut en 1918 en traduction allemande aux éditions "Die Aktion" de Pfempfert et aux éditions "Lichtstrahlen" de Borchardt, et, au début de 1919, plusieurs éditions se le sont approprié.

¹⁷ Voir à ce sujet plus loin Rocker sur *L'État et la révolution* dans le paragraphe sur l'IAA.

¹⁸ Gorter avoua cette déception plus tard : « Je n'ai pas compris pendant longtemps comment cela se faisait que Moscou émette ces mots d'ordre, que Moscou veuille préserver les syndicats et le parlementarisme. Je n'ai pas pu pendant longtemps comprendre cela de la part des bolcheviks et de Lénine ». Gorter lors du congrès du KAPD, voir "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 232.

¹⁹ Frits Kief, *Gorter als politicus onderschat*, dans : "De Gids", 125^e année (1965), p. 78.

²⁰ W. I. Lenin, *Staat und Revolution*, p. 412-419.

²¹ Arthur Rosenberg, *Die Geschichte des Bolschevismus*, p. 128.

Gorter succomba pendant un certain temps dans cette question, comme beaucoup d'autres, vraisemblablement à une fausse impression - encore fallait-il justifier, dans les premières années de la Révolution russe, l'exclusion des conseils et la dictature du parti des bolcheviks, étant donné la menace des nations capitalistes ouest-européennes et du fait de la guerre civile -, il voyait très clairement sur d'autres points les différences de conditions entre la révolution russe et la révolution ouest-européenne et donc allemande. Malgré tout son enthousiasme pour l'événement formidable de la Révolution d'Octobre, Gorter montrait déjà dans son écrit "La révolution mondiale", rédigé entre septembre 1917 et juillet 1918, les limites de l'exemplarité de la révolution russe pour le mouvement révolutionnaire en Europe occidentale. Il voyait la première grande différence entre la révolution russe et la révolution ouest-européenne dans le fait que les révolutionnaires russes avaient eu à leur côté, étant donné la structure sociale particulière de leur pays, la grande masse disponible des paysans pauvres, mais qu'une aide correspondante n'existait pas pour le prolétariat ouest-européen²². Il voyait le second élément distinctif essentiel dans l'organisation relativement faible du capitalisme dans la Russie principalement féodale et agrarienne, tandis que, dans l'Europe occidentale hautement industrialisée, et en particulier en Allemagne et en Angleterre, le capitalisme avait atteint son plus haut degré d'organisation²³. Pour résumer : « La classe prolétarienne faisait face en Russie à un capitalisme faible avec une force d'appoint très nombreuse, alors qu'en Europe de l'Ouest elle est seule en tant que classe révolutionnaire contre un capitalisme très fort »²⁴. Ce que le prolétariat ouest-européen pouvait apprendre directement de la Révolution russe, c'était tout d'abord, d'après l'avis de Gorter, que son programme devait être "uniquement révolutionnaire"; que « toutes les revendications de nature seulement réformiste, comme la journée de huit heures, la législation sociale, etc. » devaient être évitées²⁵. Mais il voyait en particulier dans les soviets russes la forme adéquate d'organisation du prolétariat révolutionnaire en Occident aussi bien qu'en Orient : « Le prolétariat du monde doit instaurer partout des conseils ouvriers comme moyens de la révolution et comme nouvelle forme de sa société, avant, pendant et après la révolution »²⁶.

Si ces deux facteurs de la révolution russe – le programme "maximaliste" de la révolution (comme on le dira plus tard) et l'idée des conseils – correspondent encore largement en 1917-18 au purisme révolutionnaire prolétarien de Gorter, il apparut, dans l'évolution russe des années suivantes, que Gorter avait vu manifestement en elles d'autres principes que ceux qui y étaient réellement à l'œuvre. Le programme complet de la révolution, que les représentants des tribunistes hollandais avaient déjà présenté à la conférence de Kienthal et que Gorter compléta conformément à sa compréhension de la Révolution d'Octobre, projetait les mesures suivantes :

« Le pouvoir de l'État entre les mains du prolétariat. La législation par le prolétariat. Assurance d'un minimum vital à tous les travailleurs et à régler avec les travailleurs. Contrôle et régulation de l'ensemble de la production, du commerce et des transports, par le prolétariat. Contrôle et régulation de la distribution des produits par le prolétariat. Travail obligatoire pour tous. Annulation des dettes de l'État. Confiscation des profits de guerre. Impôts uniquement sur le capital et sur le revenu, le premier augmentant jusqu'à l'expropriation de la fortune. Expropriation des banques. Expropriation de toutes les grandes entreprises. Expropriation du sol. Décision judiciaire du prolétariat. Abolition de tous les bureaux et droits de douane. Suppression du système militaire. Armement du prolétariat. »²⁷

²² Hermann Gorter, *Die Weltrevolution*, p. 82 sq.

²³ *Ibidem*, p. 83 sq.

²⁴ *Ibidem*, p. 83.

²⁵ Hermann Gorter, *Die Weltrevolution*, p. 69.

²⁶ *Ibidem*, p. 75.

²⁷ *Ibidem*, p. 65.

Comparée avec ce programme d'action international de la révolution prolétarienne, la Révolution d'Octobre ne pouvait être comprise par Gorter que comme le premier pas en direction de sa réalisation en Russie. Ainsi que Gorter l'admit plus tard – après sa rupture avec le Komintern – les seules mesures "communistes-prolétariennes" des bolcheviks, qui avaient été conformes à ce programme d'action dans la première phase de la révolution russe qui va d'octobre 1917 à la révolte de Cronstadt en février 1921, furent les suivantes : la socialisation des industries, du commerce et des transports, le monopole d'État sur les produits alimentaires et les matières premières les plus importants, le travail obligatoire, le principe de la gratuité des services publics; les mesures suivantes avaient été depuis le début "démocratiques-bourgeoises" : la distribution de la terre à des personnes privées, le droit de vote aux paysans et la dictature de parti des bolcheviks²⁸. Gorter n'exprima pas dans un premier temps – comme Rosa Luxemburg, qui était convaincue que « l'occupation immédiate des terres par les paysans n'avait normalement rien de commun avec l'économie socialiste »²⁹ – de critique publique à l'égard de cette très grave mesure "démocratique-bourgeoise" de la révolution russe, la distribution de la terre aux petits paysans³⁰. Mais il ne put se dissimuler que l'évolution de la Russie à partir de 1918 ne conduise pas à la réalisation de son programme "purement prolétarien" de la révolution, mais qu'au contraire elle l'éloignait de lui.

Cette évolution se produisit de manière encore plus manifeste dans la question de l'idée des conseils. Pour Gorter, les soviets étaient – conformément aux conceptions des tribunistes en matière d'organisation³¹ – les véhicules organisationnels de la volonté spontanée des masses, véhicules qui trouvaient directement leur origine dans le mouvement des masses; il voyait en eux le début d'une nouvelle forme d'organisation du prolétariat révolutionnaire³². Il déclara à propos du système russe des conseils de localité, de district et du conseil central, ainsi que du comité exécutif élu parmi eux : « Cette structure souple et flexible est le premier gouvernement socialiste du monde »³³. Il fallait que les membres de ces organismes ne soient en fonction que pour peu de temps, qu'ils soient faiblement rémunérés et qu'ils rendent continuellement des comptes, « afin d'empêcher qu'une nouvelle bureaucratie, un nouveau pouvoir autonome, ne s'élève au-dessus des travailleurs »³⁴. Si, pour Gorter, le système des conseils fonctionnant de la sorte était la forme la plus extrême de la démocratie, la garantie institutionnelle de la transmission non falsifiée des impulsions de la volonté des masses au pouvoir d'État, les conseils étaient, pour Lénine, au début, des instruments nés en effet spontanément dont il se servit pour détruire l'ancienne machinerie de l'État, mais à la fin – ainsi qu'un historien éminent du bolchevisme, qui était lui-même très familier avec le point de vue communiste de gauche de la Révolution russe, le formula – « un corps étranger dans la doctrine bolchevique du parti »³⁵. Comme cela était déjà devenu visible dans la discussion de la question de l'organisation entre

²⁸ Hermann Gorter, *Die Kommunistische Arbeiter-Internationale* [La KAI], dans : "Proletarier, 2^o année (1922) numéro spécial pour le II^o Congrès de la KAI.

²⁹ Rosa Luxemburg, *Die russische Revolution* [La Révolution russe], p. 55. Ce texte n'a été publié qu'en 1922 de manière posthume par Paul Levi.

³⁰ Pour Gorter, cette question agraire avait déjà été en principe d'actualité en 1900 dans ses discussions à l'intérieur du SDAP lorsque la majorité du parti a voulu adopter dans son programme électoral la revendication du partage des biens communaux afin de gagner les voix des ouvriers agricoles et des fermiers ; il refusait déjà à l'époque ce partage de la terre car il le considérait comme réactionnaire. Voir Frits Kief, *loc. cit.*, p. 78.

³¹ Voir plus haut le paragraphe sur la théorie de la spontanéité de Pannekoek et sur sa conception de l'organisation.

³² Voir Anton Pannekoek, *La politique de Gorter*, dans : "La révolution prolétarienne, revue syndicaliste révolutionnaire", 1952 (août/septembre), p. 53sq.

³³ Hermann Gorter, *Die Weltrevolution*, p. 74.

³⁴ *Ibidem*, p. 74 ; voir également, pour ce qui concerne la conception des conseils de Gorter, son texte ultérieur du KAP : *Die Klassenkampf-Organisation des Proletariats* [L'organisation de lutte de classe du prolétariat], sans lieu, sans date (Berlin 1921).

³⁵ Arthur Rosenberg, *Geschichte des Bolschevismus*, p. 156.

Lénine et Rosa Luxemburg avant la guerre mondiale³⁶, Lénine, qui travaillait dans des conditions historiques et socio-économiques totalement différentes, avec des équipes relativement peu nombreuses et strictement centralisées de révolutionnaires professionnels, ne partageait en aucune façon les prémisses de la spontanéité des radicaux de gauche allemands et néerlandais, lesquelles s'étaient développées en réaction aux phénomènes de bureaucratisation dans le mouvement ouvrier. Ces divergences de principe éclataient maintenant de nouveau. C'est en renvoyant à la difficile situation de guerre de la jeune Union soviétique que les bolcheviks établirent dès 1918 une dictature de parti qui transforma tout le système des conseils en un trompe-l'œil, puisqu'il ne pouvait pas fonctionner sans la possibilité de la liberté prolétarienne des élections, de la presse et d'opinion³⁷. L'évidement de l'idée des conseils resta aussi peu dissimulé à Rosa Luxemburg et à Herman Gorter³⁸ que l'effacement du caractère révolutionnaire-prolétarien de la Révolution russe du fait des concessions accordées à la masse des petits paysans.

Toutes les divergences de principe entre Lénine et Gorter étaient déjà contenues implicitement en 1918 dans la brochure sur "La révolution mondiale", bien qu'il n'y ait eu en elle aucune forme de critique explicite. Cette phase d'enthousiasme loyal, bien que parfois critique, de Gorter pour Lénine et pour la Révolution russe, qui lui était venu en Suisse entre autres à cause de l'allégeance des tribunistes à Lénine dans la gauche de Zimmerwald et du fait des relations intenses de Gorter avec les révolutionnaires russes, se termina en 1919. Gorter était venu à Berlin à la fin de 1918 et il y suivit de très près le développement du jeune KPD(S), en particulier par le contact amical qu'il avait avec Karl Schröder. Quand il devint évident, au plus tard au tournant de l'année 1919-20, que Lénine était, dans toutes les questions tactiques essentielles, pour la centrale du KPD(S) dirigée par Levi et contre l'opposition à celle-ci, laquelle se déclarait dans sa majorité pour le programme révolutionnaire "purement prolétarien" et pour l'idée de l'action de masse, les divergences de principe latentes entre Lénine et Gorter dans le domaine organisationnel pratique créèrent alors des fronts ennemis. C'est après que les mêmes questions de la dictature du parti, du parlementarisme et des syndicats, aient déjà été discutées avec des arguments similaires au tournant de l'année 1919-20 entre Radek et Pannekoek³⁹ que Lénine résuma en avril 1920 sa critique adressée à l'opposition de gauche dans le communisme international⁴⁰, critique dans laquelle il condamnait d'une manière particulièrement sévère les plus récentes prises de position tactiques des tribunistes hollandais, à savoir de Karl Horner (c'est-à-dire Anton Pannekoek). Il n'acceptait pas du tout la question : « dictature de classe ou dictature de parti? ». Et il plaidait – en particulier dans les périodes d'illégalité du PC – pour « une centralisation et une discipline rigoureuses »⁴¹. Il ne voyait en définitive dans la position de principe anti-syndicale et anti-parlementaire des tribunistes et de l'opposition de gauche que son incapacité au compromis, lequel était indispensable au révolutionnaire pratique; dans ces questions, les communistes de

³⁶ Voir plus haut le paragraphe sur les prémisses de la spontanéité chez Rosa Luxemburg.

³⁷ Voir à ce sujet Arthur Rosenberg, *Geschichte des Bolschevismus*, p. 155 sq.

³⁸ Voir *ibidem*, p. 163 : « Rosa Luxemburg ainsi que Gorter faisaient particulièrement attention aux traits bourgeois, au jacobinisme des bolcheviks, et ils le rejetaient ». Rosa Luxemburg écrivait déjà à l'automne de 1918 : « Mais avec l'étouffement de la vie politique dans tout le pays, la vie dans les soviets s'engourdira nécessairement elle aussi de plus en plus. Sans élections générales, sans la liberté sans entrave de la presse et de réunion, sans la libre compétition des opinions, la vie dans toute institution publique s'amenuise, devient un semblant de vie dans lequel la bureaucratie demeure le seul élément actif ». Rosa Luxemburg, *Die russische Revolution*, p. 75.

³⁹ Voir plus haut le paragraphe sur la scission des communistes de gauche lors du Congrès de Heidelberg du KPD(S).

⁴⁰ W. I. Lenin, *Der "linke Radikalismus", die Kinderkrankheit des Kommunismus*, (opus cité).

⁴¹ *Ibidem*, p. 415. Voir pour la question dans son ensemble : *Der "linke" Kommunismus in Deutschland, Führer-Partei-Klasse-Masse* [Le communisme de "gauche" en Allemagne, chefs-parti-classe-masse], p. 410-417.

gauche raisonnaient – selon Lénine – « comme des doctrinaires de la révolution », qui prenaient « naïvement la "négarion" subjective d'une institution réactionnaire pour sa destruction effective par les forces conjuguées de divers facteurs objectifs »⁴². Il critiquait les courants communistes de gauche dans les différents pays européens exclusivement en raison de l'arrière-plan historique d'expériences des bolcheviks et il indiquait à l'occasion que le plan de sa brochure était « d'appliquer à l'Europe occidentale », du point de vue organisationnel et tactique, « ce qu'il y a de généralement applicable, de généralement significatif, de généralement valable, dans l'histoire et la tactique actuelle du bolchevisme »⁴³.

Gorter avait admis, dans sa brochure sur "La révolution mondiale", l'exemplarité de la Révolution russe à propos de deux éléments essentiels : son caractère maximaliste et sa forme d'organisation, les soviets. Mais Gorter, qui n'avait jamais perdu de vue les conditions différentes du mouvement révolutionnaire en Russie et en Europe occidentale, se vit obligé d'élever la plus vive protestation contre la validité générale de l'organisation et de la tactique du parti bolchevik revendiquée par Lénine. Il s'opposa à la brochure de Lénine sur "La maladie infantile" de manière, après comme avant, déférente, mais cependant résolue, dans sa "Lettre ouverte au camarade Lénine"⁴⁴, rédigée immédiatement après la prise de connaissance de la brochure de Lénine. Dans cette "Lettre ouverte", Gorter déploie la somme de sa théorie politique afin de justifier la tactique des communistes de gauche en tant que voie propre et nécessairement différente de la révolution ouest-européenne par rapport à l'évolution russe. Il développait toute son argumentation autour de la constatation, déjà clairement connue en 1917-18, et désormais présentée de manière critique, des différences de conditions socio-économiques de la révolution en Russie et en Europe occidentale, dont il voyait les représentants les plus typiques dans l'Allemagne et l'Angleterre. Lénine ne reconnaissait pas – selon Gorter – que la petite paysannerie ferait défaut en Europe occidentale en tant que facteur révolutionnaire, car le nombre de petits paysans y était en comparaison insignifiant, et l'importance et l'étendue de la grande propriété foncière y étaient en comparaison faibles.

« En général, l'importance des paysans pauvres comme facteur révolutionnaire diminue en allant de l'est vers l'ouest. Dans des parties de l'Asie, de la Chine et de l'Inde, cette classe serait absolument déterminante, si une révolution y éclatait. En Russie, elle représente pour la révolution un facteur indispensable et essentiel. En Pologne et dans quelques autres états de l'Europe du Sud-est et du Centre, elle est encore un atout important *pour* la révolution, mais ensuite plus on va vers l'ouest, plus on la voit se dresser de manière hostile *face* à la Révolution. »⁴⁵

Tandis qu'en Russie, l'armée innombrable des paysans pauvres se tenait aux côtés du prolétariat quantitativement peu significatif, le prolétariat ouest-européen ne pouvait compter au mieux que sur une très mince couche de la classe moyenne inférieure dans la révolution. « Le prolétariat en Europe occidentale est seul »⁴⁶. On ne peut placer aucun espoir sur l'importante couche sociale de la classe moyenne (propriétaires de magasins, artisans, fonctionnaires et employés subalternes), qui lui est objectivement proche, car elle ne balance pas – comme l'affirme Lénine – entre le capital et les ouvriers. Les intérêts de la plus grande partie de la classe moyenne étaient liés de manière encore plus diverse et plus étroite aux

⁴² *Ibidem*, p. 431 sq.

⁴³ *Ibidem*, p. 417.

⁴⁴ D'abord paru dans une série d'articles dans le "KAZ" de Berlin ("KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920), n^o 121 sq.), et ensuite sous forme de brochure : Herman Gorter, *Offener Brief an den Genossen Lenin. Eine Antwort auf Lenins Broschüre : Der Radikalismus, eine Kinderkrankheit des Kommunismus* [Lettre ouverte au camarade Lénine. Une réponse à la brochure de Lénine : La maladie infantile du communisme, le gauchisme], Berlin sans date (1920).

⁴⁵ *Ibidem*. Mot souligné dans l'original.

⁴⁶ *Ibidem*, p. 11.

intérêts du grand capital⁴⁷ que ceux de la petite paysannerie. En outre, il fallait prendre en compte, selon Gorter, que le prolétariat ouest-européen n'était pas seulement isolé, mais qu'il faisait face à un capitalisme incomparablement plus développé et mieux organisé que les vestiges de despotisme asiatique et d'un régime féodal en putréfaction auxquels le prolétariat et la petite paysannerie russes avaient été opposés durant la révolution⁴⁸. Sur la base de ces différences, la tactique préconisée par Lénine était assurément la seule juste pour la Russie, mais en revanche elle était fondamentalement erronée pour le prolétariat de l'Europe de l'Ouest. Étant donné que le prolétariat ouest-européen n'avait d'aide à attendre de nulle part, il s'ensuivait la conséquence tactique qu'il ne devait compter que sur sa propre énergie et sa spontanéité, que, dans la révolution, l'importance de la masse prolétarienne devait être plus grande, et l'importance des chefs plus petite, que dans la révolution russe : « Le prolétariat, presque désarmé, seul, sans aide, opposé à un capitalisme aussi unifié, cela signifie en Allemagne : tous les prolétaires sont, dans leur grande majorité, des combattants conscients »⁴⁹. La méconnaissance de l'isolement du prolétariat en Europe occidentale, et de l'hostilité déterminée de toutes les autres classes sociales à l'égard de la révolution, était également, d'après Gorter, à la base de la tactique du travail dans les institutions réactionnaires des syndicats et du parlement. Lénine comptait sur des déchirures dans les groupes bourgeois et petits-bourgeois, il s'engageait par conséquent dans des compromis et avait uniquement la quantité de ses partisans à l'esprit au lieu d'élever leur qualité jusqu'à la conscience de classe la plus claire par le travail dans des organisations purement prolétariennes, les organisations d'entreprise, et à l'extérieur de l'institution réactionnaire du parlement. Avec l'exigence d'une séparation spirituelle du prolétariat d'avec la bourgeoisie comme condition indispensable pour la réussite de la révolution dans les conditions spécifiques de l'Europe occidentale, Gorter reprenait le leitmotiv de ses écrits d'avant-guerre dans un contexte nouveau. Il résumait ainsi son argumentation sous une forme extrêmement plus concise et plus claire :

1. La tactique de la révolution occidentale doit être toute autre que celle de la révolution russe;
2. Car le prolétariat est ici tout seul ;
3. Le prolétariat doit donc faire ici la révolution contre toutes les classes ;
4. L'importance des masses prolétariennes est par conséquent relativement plus grande, celle des chefs plus faible qu'en Russie ;
5. Et le prolétariat doit donc avoir les toutes meilleures armes pour la révolution;
6. Comme les syndicats sont des armes défectueuses, il faut les remplacer par, ou les transformer en des organisations d'entreprise, qui sont réunies en fédération.
7. Comme le prolétariat doit faire seul la révolution et qu'il ne dispose d'aucune aide, il doit s'élever très haut en conscience et en courage. C'est pourquoi il est préférable qu'il n'utilise pas le parlementarisme dans la révolution.⁵⁰

Dans l'argumentation de Gorter, on avait la pure continuation de la conception développée avant la guerre mondiale par l'extrême-gauche de la social-démocratie selon laquelle la révolution ne pouvait être l'œuvre que de l'activité autonome directe, de la spontanéité, des masses des ouvriers industriels modernes. Depuis la Révolution russe, Gorter

⁴⁷ Hermann Gorter, *Offener Brief an den Genossen Lenin*, p. 51 sq.

⁴⁸ « Si l'on va de l'est de l'Europe à l'ouest, on traverse, à un certain endroit, une frontière économique. Elle est tracée de la Baltique à la Méditerranée, à peu près de Danzig à Venise. C'est la ligne de partage de deux mondes. À l'ouest de cette ligne, le capital industriel, commercial et bancaire, unifié dans le capital financier développé au plus haut degré, domine presque absolument. Le capital agraire même est subordonné à ce capital ou a déjà dû s'unir à lui. Ce capital est hautement organisé et se concentre dans les plus solides gouvernements et États du monde. À l'est de cette ligne n'existe ni cet immense développement du capital concentré de l'industrie, du commerce, des transports, de la banque, ni sa domination presque absolue, ni, par conséquent, l'État moderne solidement édifié. » Hermann Gorter, *Offener Brief an den Genossen Lenin*, p. 17 sq.

⁴⁹ *Ibidem*, p. 13.

⁵⁰ *Ibidem*, p. 88.

voyait dans les conseils ouvriers la forme dans laquelle la volonté révolutionnaire des masses devait s'organiser et qui était propre à garantir un maximum de formation démocratique de la volonté dans un État prolétarien. Son radicalisme démocratique-prolétarien, sa prise au sérieux de l'idée des conseils et de l'idée de la révolution prolétarienne mondiale, faisait de lui, à côté de Rosa Luxemburg, le premier critique communiste de la Révolution russe⁵¹.

Gorter avait connu, avant la conclusion de sa "Lettre ouverte", l'adoption des 21 conditions du II^e Congrès mondial du Komintern, et donc l'acceptation internationale de la tactique de Lénine et du CEIC; il regretta que les représentants de l'Europe occidentale au Congrès « se soient laissé aveugler par l'éclat de la Révolution russe », mais il s'écria aussitôt : « Bien, nous allons donc reprendre le combat dans la III^e Internationale »⁵². Cette tentative dura jusqu'à l'exclusion du KAPD hors du Komintern en juillet 1921, elle conduisit, entre autres, à un voyage à Moscou de Gorter et à une explication personnelle avec Lénine et avec les chefs du Komintern en novembre 1920, et elle se termina avec la constitution d'une Internationale communiste de gauche, dont Gorter fut le théoricien⁵³. Il déclara désormais que toute la tactique de Moscou depuis la mi-1919 était « une retraite stratégique-politique de la Russie »; que sa situation était devenue si précaire en 1919 que les Russes n'avaient aperçu qu'un seul moyen pour sauver leur révolution : d'attirer à eux des masses les plus vastes possibles, même non communistes, qui s'opposeraient à l'attaque du capital ouest-européen; ce compromis avec les masses au détriment du principe avait constitué le rejet de la révolution en Allemagne, le premier pas obligatoire vers la révolution mondiale : « Ce qui avait été projeté pour sauver la Russie fut en même temps la ruine de la révolution allemande »⁵⁴.

4. La tendance du national-bolchevisme de Hambourg

Les radicaux hambourgeois regroupés autour de Heinrich Laufenberg et de Fritz Wolffheim avaient, déjà pendant la guerre mondiale, une position à part dans l'opposition en raison de l'orientation nationale de leurs réflexions relatives à la politique étrangère¹. Contrairement à l'internationalisme conséquent des ISD, puis des IKD, ils défendaient le principe fondamental suivant de la politique de guerre :

« Dans la mesure où l'économie sociale n'est pas la *fonction d'exploitation* de la minorité, mais où elle est la *fonction vitale* de l'ensemble, il en résulte pour le prolétariat

⁵¹ Les communistes de gauche néerlandais ont finalement cherché les débuts du stalinisme dans la tactique de Lénine et des bolcheviks, laquelle est entrée en vigueur de manière obligatoire pour tous à partir du II^e Congrès du Komintern : « Sa tâche historique, en tant que chef du parti bolchevik, était de relever la Russie de sa forme de production primitive et agraire à l'industrialisation au moyen d'une dictature sociale et politique qui conduisit au socialisme d'État. Et parce qu'il ne connaissait le capitalisme que de l'extérieur et non pas de l'intérieur, il crut pouvoir libérer les travailleurs du monde entier en en faisant les cohortes disciplinées du "parti communiste". Ils n'avaient plus qu'à suivre dès lors l'exemple russe... La politique de Lénine a, logiquement, par la suite abouti en Russie au stalinisme. ». Anton Pannekoek, *La politique de Gorter, loc. cit.*, p. 14.

⁵² Hermann Gorter, *Offener Brief*, p. 80.

⁵³ Voir plus loin le paragraphe sur la KAI.

⁵⁴ "KAZ" (Grand Berlin), 1^e année (1920/21), n^o 232.

¹ Le national-communisme hambourgeois est la branche du communisme de gauche allemand qui est présentée le plus fréquemment jusqu'à présent. Pour la position et le rôle des communistes hambourgeois regroupés autour de Laufenberg et de Wolffheim dans l'histoire du national-bolchevisme allemand, voir Otto Ernst Schüddekopf, *Linke von rechts. Die nationalrevolutionären Minderheiten und der Kommunismus in der Weimarer Republik* [La gauche de droite. Les minorités national-révolutionnaires et le communisme dans la République de Weimar], Stuttgart 1960, p. 107-130 ; en outre : Karl O. Paetel, *Versuchung oder Chance ? Zur Geschichte der deutschen Nationalbolschewismus* [Tentation ou chance ? Contribution à l'histoire du national-bolchevisme allemand], Göttingen 1965, p. 36-53. Le paragraphe qui va suivre se limite - pour autant qu'il n'y ait pas dans les présentations existantes d'inexactitudes à corriger et de compléments à ajouter - à l'analyse de la position de la minorité national-bolchevique dans le communisme de gauche allemand et dans le KAPD.

un intérêt naturel à sa conservation. Le prolétariat doit résister au fait que des domaines économiques intégrés soient dépecés, que des économies hautement développées tombent sous la domination d'économies moins développées. Il doit résister au fait que le droit à l'indépendance nationale qu'il reconnaît à toutes les nations soit violé dans sa propre nation. Il en résulte que, dans les cas de guerre qui menacent l'économie dans sa fonction vitale, le prolétariat se soumettra militairement au haut commandement correspondant. »²

Laufenberg et Wolffheim distinguaient donc entre la soumission militaire du prolétariat et sa soumission politique; ils rejetaient cette dernière et ils reprochaient au SPD sa politique de "paix civile". Pendant les événements révolutionnaires eux-mêmes, ils se firent tous les deux connaître avec cette idée que l'on devait laisser le peuple sous les armes et mener, en alliance avec l'Union soviétique, une guerre populaire révolutionnaire contre les puissances impérialistes de l'Entente³. Fasciné par cette idée, Laufenberg intervint, durant son activité de président du conseil ouvrier de Hambourg, de novembre 1918 à janvier 1919, contre toutes les démarches qui aurait pu provoquer une guerre civile en Allemagne, avec l'objectif de ne pas disperser les forces militaires contre l'Entente. Avant la signature du traité de Versailles entre les puissances de l'Entente et l'Allemagne, Laufenberg et Wolffheim entreprirent encore une fois en mai 1919, en raison de leurs prémisses nationales-bolcheviques, une agitation violente contre la signature du traité⁴. Du reste, l'agitation nationale-bolchevique prit jusqu'en novembre 1919 complètement la seconde place derrière la propagande en faveur de l'organisation d'entreprise révolutionnaire, et donc du programme syndical du communisme de gauche allemand. C'est pourquoi, Laufenberg et Wolffheim ne furent pas attaqués par la centrale, lors du II^o Congrès du KPD(S), à cause de leurs idées nationales-bolcheviques⁵, mais à cause de leur "syndicalisme révolutionnaire", c'est-à-dire de leur propagande unioniste. Le programme national-bolchevik fut diffusé par les deux Hambourgeois immédiatement après leur exclusion de KPD(S), dans l'intention de pouvoir unifier sous ces mots d'ordre les oppositionnels exclus⁶. C'est le 3 novembre 1919 que parut "La première adresse communiste au prolétariat allemand" de Laufenberg et Wolffheim comme supplément à la KAZ de Hambourg⁷; elle posait l'alternative : "Guerre populaire révolutionnaire ou guerre civile contre-révolutionnaire?". Elle attaquait sous la forme la plus vive l'acceptation du traité de Versailles par le gouvernement allemand, qu'elle accusait de trahison nationale sur ordre du capital allemand. La politique capitaliste n'était encore pensable présentement en Allemagne que sous la condition « que les

² Heinrich Laufenberg/Fritz Wolffheim, *Demokratie und Organisation, Grundlinien proletarischer Politik* [Démocratie et organisation, lignes fondamentales de la politique prolétarienne], Hambourg 1915, p. 44. Les mots soulignés le sont dans le texte original.

³ Voir à ce sujet Karl O. Paetel, *opus cité*, p. 38 sq. ; et O. E. Schüddekopf, *opus cité*, p. 108 sq.

⁴ Voir "KAZ" (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 17 : *Wir klagen an !* [Nous accusons !] ; *ibidem*, n^o 18 : *Die Friedenskatastrophe der deutschen Regierung* [La catastrophe de la paix du gouvernement allemand].

⁵ *Anders die Darstellung bei Ruth Fischer, Stalin und der deutsche Kommunismus. Der Übergang zur Konterrevolution* [Une interprétation différente chez Ruth Fischer, Staline et le communisme allemand. Le passage à la contre-révolution], Francfort/Main 1948, p. 144, qui rapporte la discussion du II^o Congrès : « Elle tournait autour de trois questions fondamentales : premièrement, la liquidation du national-bolchevisme de Wolffheim-Laufenberg qui avait déjà été décidée pour l'essentiel avant le Congrès, mais dont les répercussions provoquèrent un ton haineux dans la discussion... ». Dans le même sens, Karl O. Paetel, *opus cité*, p. 46 ; les deux exposés surestiment l'importance du national-bolchevisme dans la discussion à l'intérieur du KPD(S) ; elle ne cessa complètement qu'après le II^o Congrès et par suite de l'exclusion de novembre 1919 ; c'était en fait la question syndicale qui faisait l'objet principal de la discussion interne au parti depuis le Congrès constitutif.

⁶ Voir "Der Kommunist" (Brême), 2^o année (1920), n^o 2 : « L'Adresse devrait être le drapeau autour duquel l'Opposition du KPD devrait se rassembler contre la "Centrale", ... c'est ce que déclarèrent certains partisans de l'Adresse de Hambourg ».

⁷ Voir "KAZ" (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 158 ; également comme brochure indépendante : Heinrich Laufenberg/Fritz Wolffheim, *Revolutionärer Volkskrieg oder konterrevolutionärer Bürgerkrieg ? Eine Kommunistische Adresse an das deutsche Proletariat* [Guerre populaire révolutionnaire ou guerre civile contre-révolutionnaire ? Une adresse communiste au prolétariat allemand], Hambourg 1919.

capitalistes d'Allemagne se transforment en agents du capital financier de la Société des Nations, qu'ils agissent, par l'intermédiaire de leurs organes d'État, pour collecter l'argent versé pour meurtre, argent qu'ils remettent aux États de la Société des Nations »⁸. La lutte contre la domination étrangère était par conséquent, dans la situation de ce moment-là, en même temps la lutte contre le capital allemand. Tant que le capital allemand, appuyé sur la force militaire, posséderait le pouvoir en Allemagne, il y aurait une situation de guerre civile en raison de la paupérisation réelle du prolétariat. Ce n'est qu'après la victoire de la révolution sociale, après l'imposition de la dictature du prolétariat sur la vaste base de la majorité du peuple, que cette situation de guerre civile prendrait fin et que l'on pourrait passer à la guerre populaire révolutionnaire contre les impérialistes occidentaux. À cet instant-là,

« où il s'agit de mener la guerre contre l'étranger, la classe dominante, c'est-à-dire la classe ouvrière, est précisément intéressée de manière décisive à la paix à l'intérieur. Et sous la condition que la bourgeoisie reconnaisse sans restriction la prise de pouvoir réalisée par le prolétariat, la dictature prolétarienne ne serait pas moins intéressée à l'instauration d'une paix civile révolutionnaire pour l'époque de la guerre vers l'extérieur que Guillaume II autrefois pour la raison inverse. »⁹

Laufenberg et Wolffheim provoquèrent il est vrai avec ces thèses une certaine confusion parmi les oppositionnels communistes mais ils ne réussirent pas à gagner à ces conceptions ne serait-ce que des fractions notables de l'ensemble de l'opposition. Ils cédèrent au contraire leur rôle jusqu'alors incontesté de porte-parole de toute l'opposition à l'organisation de Brême et ils ne participèrent même pas directement à la fondation du KAPD en avril 1920¹⁰. Plus il devint manifeste qu'ils luttèrent pour leur place perdue dans le KAPD, et plus ils amalgamaient de manière grotesque leurs thèses nationales-bolcheviques avec leur polémique, très teintée d'attaques personnelles, contre Paul Levi, le président de la centrale du KPD(S). En avril 1920 déjà, Wolffheim tenta d'expliquer que Levi – soudoyé par l'argent anglais – « était le Judas de la révolution allemande »¹¹. Cette affirmation fut réitérée sous une forme plus précise dans l'Appel lancé en mai 1920 par Laufenberg et Wolffheim¹². On reprochait à Levi d'avoir publié, après une conférence d'octobre 1918, malgré la décision contraire de la majorité des représentants de "Spartacus" présents, un tract dans lequel on appelait à la désertion des fronts; cet acte de Levi aurait empêché que la guerre impérialiste ait pu se transformer en guerre révolutionnaire; la glorification des déserteurs en héros de la révolution « décida de l'effondrement du front et par-là de la victoire des représentants les plus forts du capital financier anglo-américain »¹³. Les deux auteurs du national-bolchevisme ne s'en tinrent pas à cette affirmation. Levi avait « poignardé le front allemand »¹⁴, mais ils allèrent jusqu'à l'antisémitisme ouvert en qualifiant Levi d'agent du capital financier juif international qui, en tant que tel, devait nécessairement mener une politique nationalement subversive¹⁵. Laufenberg et Wolffheim étaient déjà, dans cette phase de leur agitation qui anticipait les slogans ultérieurs

⁸ "KAZ" (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 143, supplément.

⁹ *Ibidem*.

¹⁰ "Die Aktion", 10^o année (1920), n^o 19/20 : *Wolffheim und Laufenberg waren auf dem Gründungskongress nicht persönlich anwesend* [Wolffheim et Laufenberg n'étaient pas personnellement présents lors du Congrès constitutif] ; voir aussi la note étonnamment maigre dans la "KAZ" (Hambourg), 2^o année (1920), n^o 53, sur la fondation du parti à Berlin.

¹¹ "KAZ" (Hambourg), 2^o année (1920), n^o 56 : *Englische Lockspitzen finanzieren den deutschen Bürgerkrieg* [Des agents provocateurs anglais financent la guerre civile allemande].

¹² Appel paru sous le titre : Heinrich Laufenberg/Fritz Wolffheim, *Kommunismus gegen Spartakismus. Eine reinliche Scheidung* [Communisme contre spartakisme. Un divorce clair et net], Hambourg 1920.

¹³ *Ibidem*, p. 3.

¹⁴ Textuellement, *ibidem*.

¹⁵ "KAZ" (Hambourg), 2^o année (1920), n^o 61 : *Paole Zion*.

des nationaux-socialistes, complètement isolés dans le KAPD. Ils furent exclus par le II^e Congrès du KAPD en août 1920¹⁶ et ils formèrent en septembre à Hambourg une "Ligue communiste" qui reconnaissait dans ses statuts¹⁷ l'AAU et la "Fédération pour l'étude du communisme allemand" comme des mouvements de même orientation. Ils n'avaient plus de partisans dans l'AAU, et dans la "Fédération pour l'étude du communisme allemand", un petit cénacle secret, ils continuaient à poursuivre leurs objectifs « avec des officiers et des propriétaires fonciers »¹⁸. Les porte-parole éminents du communisme de gauche allemands jusqu'au II^e Congrès du KPD(S) s'étaient retirés de la scène.

Le tournant soudain effectué par Laufenberg et Wolffheim vers la propagande national-bolchevique au début de novembre 1919 facilita considérablement à la centrale du parti sa polémique contre son opposition de gauche. August Thalheimer déclara en février 1920 que, pour ce qui concerne la nécessité de tracer une ligne de démarcation avec l'opposition, cette tâche avait été grandement facilitée par l'évolution que la tendance Laufenberg-Wolffheim avait prise¹⁹. Il fut le premier avec Karl Radek à demander, pour la centrale, des comptes au national-bolchevisme dans l'opposition. Après l'Appel de mai, Thalheimer soumit le national-bolchevisme à une analyse de fond dans une série d'articles de la "Rote Fahne"²⁰ et il le caractérisa, entre autres, comme « une voie qui menait aussi vers Hindenburg »²¹. Il démontra dans le détail que la conception de la "guerre populaire révolutionnaire" de Laufenberg et de Wolffheim ne pouvait se réclamer ni de Marx ni de Lénine. Lénine lui-même apporta finalement un démenti aux Hambourgeois dans sa discussion avec le communisme de gauche²²; il parla des thèses hambourgeoises comme des « absurdités scandaleuses du national-bolchevisme (de Laufenberg entre autres) »²³. Placer la revendication de la libération de la paix de Versailles, en tant que tâche la plus importante et la plus immédiate du prolétariat, avant la revendication de la libération des autres pays opprimés par l'impérialisme, c'était « du nationalisme petit-bourgeois..., mais pas de l'internationalisme révolutionnaire »²⁴. Avec cette condamnation de Lénine, disparaissait la condition la plus importante dans le national-bolchevisme des deux Hambourgeois, à savoir la possibilité d'une alliance de l'Allemagne révolutionnaire avec l'Union soviétique, et la base de leur agitation leur fut définitivement enlevée.

La polémique de la centrale du KPD(S) essaya sans cesse de faire porter la responsabilité de l'agitation national-bolchevique d'abord à toute l'opposition, puis à tout le KAPD²⁵. Elle invoqua le fait que l'Adresse de novembre 1919 avait paru « sur les instructions du groupe local de Hambourg du KPD » comme supplément à l'organe de l'opposition hambourgeoise et que l'Appel de mai 1920 avait paru « sur les instructions de la première Conférence de région de la région Nord du KAP ». En réalité, Laufenberg et Wolffheim réussirent à attirer à eux de

¹⁶ Tout le congrès s'est déroulé sous le signe de l'affrontement avec le national-bolchevisme ; c'est Arthur Goldstein qui fit l'exposé pour le Centre berlinois du KAP sur "Nation et lutte de classe" (*Procès-verbal du I^{er} Congrès régulier du KAP*, p. 7-23), et c'est Laufenberg qui fit l'autre exposé sur ce sujet (*ibidem*, p. 25-53). Voir la discussion des exposés, *ibidem*, p. 55-64.

¹⁷ Voir les Statuts dans "KAZ" (Hambourg), 2^e année (1920), n^o 77.

¹⁸ Bernhard Reichenbach, *loc. cit.*, p. 126.

¹⁹ *Rapport sur le III^e Congrès du KPD(S)*, p. 19.

²⁰ "Die Rote Fahne" (3^e année (1920), n^o 73 sq. ; les articles sont résumés dans : Karl Radek/August Thalheimer, *Gegen den Nationabolschevismus* [Contre le national-bolchevisme], Berlin 1920, p. 18 ; August Thalheimer, *Kommunismus, Nation und Krieg* [Communisme, nation et guerre].

²¹ *Ibidem*, p. 34 sq.

²² W. I. Lenin, *Der "linke Radikalismus", die Kinderkrankheit des Kommunismus*, (*opus cité*).

²³ *Ibidem*, p. 444.

²⁴ *Ibidem*, p. 445.

²⁵ Voir par exemple August Thalheimer, *loc. cit.*, p. 19 : « Le KAPD porte donc l'entière responsabilité de cette manifestation, et même le retrait ultérieur de cette dernière n'y changera rien aussi longtemps que le parti ne coupera toute relation organisationnelle avec ceux qui la représentent, ou également qui, sans s'y reconnaître, agissent dans cet esprit ».

petits contingents dans les rangs de l'opposition et du KAPD, assurément plus à cause de la popularité qu'ils avaient gagnée durant la guerre et dans la révolution qu'avec leurs arguments nationaux-bolcheviques. L'organisation hambourgeoise ne resta en aucun cas unanime derrière ses porte-parole. À la fin décembre (1919), la plupart des districts du Grand-Hambourg s'étaient exprimés contre le côté formel de la parution de l'Adresse²⁶. Laufenberg et Wolffheim l'avaient fait paraître comme supplément à la KAZ de Hambourg sans en avoir parlé auparavant aux membres. Mais le contenu de cette Adresse était également rejeté par plusieurs districts; le district d'Uhlenhorst déclarait par exemple :

« L'assemblée repousse comme incompatible avec ses principes communistes et comme une politique erronée la conception qui s'exprime dans l'Adresse ..., selon laquelle, pour cette guerre [avec l'Entente], la conclusion d'une paix civile avec la bourgeoisie allemande est non seulement possible mais nécessaire et extrêmement souhaitable. »²⁷

C'est donc dans leur propre région que s'éleva à la fin de 1919 l'opposition au programme des nationaux-bolcheviks hambourgeois. Pannekoek écrivit le 19 décembre 1919, dans un article signé Horner, paru dans la KAZ de Hambourg, que les camarades hambourgeois faisaient fausse route; ils avaient cherché des alliés dans le camp des ennemis de classe et de ce fait ils s'étaient égarés dans ce camp²⁸. Les oppositionnels de Brême s'opposèrent au début de janvier 1920 aux communistes nationaux de Hambourg et ils se joignirent pour l'essentiel à la critique de Thalheimer et de Pannekoek²⁹. Ils constatèrent que, en particulier maintenant, au tournant de l'année, le contenu de l'Adresse était discuté et que presque toute l'opposition, placée devant le choix « entre la centrale théoriquement et pratiquement défectueuse, organisationnellement maladroite et moralement contestable, et le couple de papes infaillibles des romantiques nationaux hambourgeois »³⁰, s'était déterminée en faveur de la centrale. Laufenberg et Wolffheim ne participèrent pas non plus directement à la constitution du KAPD, bien qu'ils aient naturellement adhéré à la nouvelle organisation de l'opposition communiste pour laquelle ils avaient milité depuis longtemps. Ce qui compta tout d'abord pour la direction berlinoise du KAP, c'est le souci de cohésion organisationnelle du nouveau parti, et elle évita de rompre, à la satisfaction du KPD(S), avec les déviationnistes de gauche regroupés autour de Rühle et avec l'aile droite gravitant autour de Laufenberg³¹. Mais dès le 29 mai 1920, une session du Comité Central du KAP prit vivement position contre l'Appel de mai des Hambourgeois³². Dans une série d'articles, la KAZ de Berlin clarifia fondamentalement en mai (1920) sa position par rapport au national-bolchevisme³³; Arthur Goldstein apparut en particulier comme l'expert du centre berlinois du KAP dans les questions du national-bolchevisme, il lutta contre lui avec des brochures et il le condamna au II^o Congrès du KAP en août dans son rapport principal³⁴. Il reconnaissait comme un service rendu par Laufenberg et Wolffheim d'avoir attiré l'attention sur les conséquences du traité de Versailles

²⁶ "Der Kommunist" (Brême), 2^o année (1920), n^o 2 : *Die Genesung der KPD* [La guérison du KPD].

²⁷ "KAZ" (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 205.

²⁸ "KAZ" (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 197.

²⁹ "Der Kommunist", 2^o année (1920), n^o 1 : Frits Sturm : *Nationalkommunistische Romantik* [Romantisme national-communiste].

³⁰ "Der Kommunist" (Brême), 2^o année (1920), n^o 2.

³¹ Voir "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920), n^o 103.

³² "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920), n^o 100.

³³ "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920), n^o 99-101 : *Der Nationalbolschevismus der KAPD*.

³⁴ Voir *Procès-verbal du I^o Congrès régulier du KAP*, p. 7-23 ; voir aussi sa brochure : Arthur Goldstein, *Nation und Internationale. Eine kritische Auseinandersetzung mit dem Hamburger Kommunismus* [Nation et Internationale. Une discussion critique avec le communisme hambourgeois], Berlin 1920 ; voir aussi concernant ce texte O. E. Schüddekopf, *opus cité*, p. 127 sq.

avec plus d'insistance que cela n'avait été fait dans le KPD(S), mais il rejetait inconditionnellement en particulier leurs idées de « paix civile révolutionnaire avec la bourgeoisie ». Conformément à une recommandation de Pannekoek, la tendance du national-bolchevisme hambourgeois fut exclue lors du II^o Congrès du KAPD.

En dehors de Hambourg, l'agitation nationale-bolchevique n'eut qu'un succès ponctuel et éphémère dans le KAPD³⁵; Laufenberg et Wolffheim réussirent à intéresser provisoirement à leurs idées des publics plus grands au cours de leurs tournées de conférence; mais ils ne trouvèrent pas de partisans durables³⁶. Le seul porte-parole connu du communisme de gauche qui se joignit à eux et tenta d'agir dans leur sens à Berlin fut Friedrich Wendel³⁷. Wendel était avec Karl Schröder, depuis le Congrès de Heidelberg, l'un des porte-parole les plus connus des oppositionnels berlinois et il faisait partie de la direction de la rédaction de la KAZ de Berlin. Après qu'une conférence de la région économique du Grand-Berlin du KAP eut déclaré au début de juin 1920 le national-bolchevisme incompatible avec le programme d'un parti révolutionnaire prolétarien, Wendel se sépara – manifestement pas tout à fait volontairement³⁸ – de la rédaction de la KAZ de Berlin à cause de ses sympathies publiques pour les Hambourgeois³⁹. Il tenta de travailler encore pendant deux mois dans le KAP de Berlin contre la résolution du parti selon laquelle « toute propagande de l'idée nationale et toute tentative de la ressusciter »⁴⁰ étaient interdites; le 13 août 1920, Wendel – comme Wolffheim et Laufenberg, l'un des orateurs les plus précoces et les plus populaires du communisme de gauche – sortit du KAPD, et il alla immédiatement au SPD, dont il resta un partisan jusqu'à sa mort (1960). Laufenberg disparut pendant près de quatre années de la scène politique et il réapparut encore une fois localement à Hambourg dans les désarrois inflationnistes à la fin de 1923 comme organisateur de soi-disant "communautés d'approvisionnement" qui poursuivaient l'objectif de procurer des vivres à bon marché aux sans-travail, aux pensionnés sociaux et aux retraités; il se remémora du reste les origines chrétiennes de sa carrière politique et il tenta d'effectuer une synthèse entre socialisme et christianisme⁴¹. Il rejeta jusqu'à la fin de sa vie (1932) toute relation avec les nationaux-socialistes, tandis que Wolffheim appartient supposément au cercle de Strasser du NSDAP; Wolffheim mourut dans un camp de concentration⁴².

5. La tendance syndicaliste révolutionnaire de la Saxe orientale

L'idée de l'organisation unitaire eut dans le communisme de gauche allemand un nombre de partisans incomparablement plus important que le national-bolchevisme hambourgeois; elle

³⁵ C'est ainsi que le "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920), n^o 114 relate le succès considérable qu'on eut Laufenberg et Wolffheim dans le groupe local de Francfort/Main après une visite en juillet 1920.

³⁶ L'hypothèse d'O. E. Schüddekopf (*Linke Leute* [Gens de gauche], p. 108) selon laquelle une histoire du KAP montrerait la force considérable des courants nationaux-communistes dans le parti ne se confirme pas avec cela.

³⁷ Il faudrait en tout cas nommer encore Otto Lindemann, un officier qui se joignit à Laufenberg et Wolffheim, qui agit à Gotha et qui rédigea un texte militaire qui allait dans leur sens et qui a été publié par eux : Otto Lindemann, *Das revolutionäre Heer* [L'armée révolutionnaire], Hambourg 1920.

³⁸ Voir sa Lettre dans : "KAZ" (Hambourg), 2^o année (1920), n^o 66 : *Was wird aus der KAPD ?* [Que va devenir le KAPD ?].

³⁹ Voir "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920), n^o 112.

⁴⁰ "KAZ" (Hambourg), 2^o année (1920), n^o 12.

⁴¹ Voir "Die Aktion", 14^o année (1924), n^o 2. Laufenberg présidait à cette époque-là un "Bund für deutschen Aufbau" [Ligue pour la révolte allemande] et il publiait en tant que son organe la feuille "Wege und Ziel" [Moyens et objectif].

⁴² Voir O. E. Schüddekopf, *Linke Leute*, p. 433.

découlait directement d'une cause importante de la naissance de cette ligne de tradition radicale de gauche, à savoir de la critique de la structure bureaucratiquement ossifiée des vieilles organisations ouvrières, tandis que les conceptions du national-bolchevisme furent apportées au mouvement radical de gauche pour ainsi dire de l'extérieur. La revendication, selon laquelle devait être abolie la division traditionnelle du mouvement ouvrier en organisation du parti et en organisation du syndicat, était déjà contenue avant la guerre mondiale dans l'agitation de Friedeberg et elle fut examinée avec soin par Rosa Luxemburg; dans la dernière année de guerre, les radicaux de gauche de Brême devinrent les porte-parole littéraires de l'idée de l'organisation unitaire, idée qui était supposée naître spontanément dans les mouvements de grèves de masse, et les IKD poursuivirent sa propagande; à partir de 1919, Otto Rühle, ancien leader des IKD de Dresde, était devenu dans la zone étroite de la région économique de la Saxe orientale du KPD(S) le porte-parole de l'idée de l'organisation unitaire. Son organe de presse était l'ancienne feuille des IKD de Dresde, "Der Kommunist", qui parut jusqu'à la fondation de l'AAUE à la fin de 1921. À Berlin, Franz Pfemfert agissait dans le même sens que Rühle à travers son journal "Die Aktion". Pfemfert avait continué pendant la guerre son programme du "radicalisme honnête", sous le signe duquel il avait fondé son journal. "Die Aktion" put continuer à paraître durant les années de guerre à condition de ne publier que des articles de style journalistique littéraire, ce qui eut pour conséquence que Pfemfert regroupa autour de sa feuille les expressionnistes les plus renommés entre 1914 et 1918. Avec une partie du cercle d'intellectuels et d'artistes gravitant autour de "Die Aktion", il fonda en 1915 à Berlin un "Parti Socialiste Anti-national" (ASP), dont l'activité illégale consista en particulier dans la critique de la "trahison" de la social-démocratie en août 1914¹. En avril 1918, Pfemfert publia sous la forme d'une brochure un recueil de sa critique du SPD, se référant à Rosa Luxemburg, des dernières années de l'avant-guerre². Le groupe de l'ASP se solidarisa aussitôt après le 9 novembre 1918 avec la Ligue-"Spartacus" dans laquelle Pfemfert voyait au début l'organisation révolutionnaire qu'il avait réclamée avant la guerre comme « parti syndicaliste révolutionnaire »³. Il déploya au cours des premiers mois de la révolution une vive activité, dans sa revue et dans des conférences, contre la convocation de l'Assemblée nationale⁴. Le groupe de l'ASP fut dissout dans le KPD(S); après le début du cours de Levi dans le parti, Pfemfert fit partie de l'opposition de gauche. À l'appui de ses principes communistes de gauche, il se réclamait en particulier des Notes de prison de Karl Liebknecht des années 1916-17 qu'il publia en premier⁵, et de la résolution anti-parlementaire du congrès constitutif du KPD(S). Pfemfert voyait dans la nouvelle évolution du PC à partir du Congrès de Heidelberg la « banqueroute du KPD »⁶; pour lui, le mot d'ordre de la Ligue-"Spartacus" : « Tout le pouvoir aux conseils! » était toujours valable en janvier 1920 :

« Tout le pouvoir aux soviets! Cela signifie : suppression du système des fonctionnaires, élimination des politiciens professionnels qui agissent contre la volonté du prolétariat, renvoi des parlementaires. Cela signifie : *décentralisation*, cela signifie destruction de l'obéissance aveugle sociale-démocrate, cela signifie déchaînement de toutes les forces révolutionnaires qui ont été réprimées pendant 40 ans dans le prolétariat

¹ Voir L'Appel de l'ASP dans : "Die Aktion", 8^e année (1918), n° 45/46. Cet Appel est signé entre autres par Albert Ehrenstein, Karl Otten, Hans Siemsen et Carl Zuckmayer.

² Franz Pfemfert, *Die Sozialdemokratie bis zum August 1914* [La social-démocratie jusqu'en août 1914], Berlin 1918 (Aktions-Verlag).

³ Voir "Die Aktion", 8^e année (1918), n° 47/48 ; 9^e année (1919), n°2/5.

⁴ Voir "Die Aktion", 8^e année (1918), n° 47/48 ; Franz Pfemfert, *Die Nationalversammlung ist Konterrevolution* [L'Assemblée nationale est la contre-révolution].

⁵ "Die Aktion", 9^e année (1919), n° 30/31. Voir aussi : Karl Liebknecht, *Politische Aufzeichnungen aus dem Nachlass (opus cité)* ; voir plus haut le paragraphe sur la discussion de la question de l'organisation dans la Ligue-"Spartacus".

⁶ "Die Aktion", 10^e année (1920), n° 1/2.

allemand, cela signifie en fin de compte : coup de grâce aux *syndicats* et aux *partis* gérés de manière centraliste. »⁷

Après l'exclusion définitive des régions oppositionnelles du KPD(S) en février 1920, Pfemfert demanda que l'on essaye dans tous les cas de renverser les chefs actuels du parti par le travail à l'intérieur de celui-ci⁸; il refusa aussi bien la reconstitution de l'ASP que l'autonomisation organisationnelle de l'opposition. Le programme du KPD(S) adopté lors du Congrès constitutif de ce parti, le seul congrès régulier jusqu'à présent des communistes allemands, était toujours valable; l'opposition devait se regrouper autour de ce programme sous le nom de "Ligue Spartacus". « Nous voulons être une ligue et non un mauvais parti politique d'affaires habituel »⁹.

Pfemfert fut en contact avec Rühle au plus tard début 1919; Rühle écrivit des articles de type pédagogique dans "Die Aktion"¹⁰ et Pfemfert recommanda dans sa revue la lecture du "Kommunist" de Dresde¹¹. C'est à partir de la fondation du KAPD en avril 1920 que la région économique de la Saxe orientale, qui était sous l'influence directe de Rühle, devint le centre de rayonnement de l'opposition de tendance syndicaliste révolutionnaire dans le parti. Lors du Congrès constitutif, Rühle et Pfemfert s'étaient opposés à l'adoption, au nom d'une nouvelle organisation, de l'idée de parti. Quatorze jours après le congrès, une conférence de la région économique de la Saxe orientale se prononça pour l'adhésion au parti, mais seulement sous réserves¹². Elle regrettait que l'on se soit réuni sous le nom d'un parti et que l'on ait ainsi retardé la clarification nécessaire, du point de vue organisationnel et technique, dans le mouvement ouvrier allemand. La conférence adjoignit à sa résolution d'adhésion la déclaration selon laquelle elle « travaillerait sans relâche et de toutes ses forces ... pour faire du KAPD un instrument révolutionnaire y compris sur le plan organisationnel et technique »¹³. La conférence justifiait ses réserves :

« Le parti en tant que structure politique d'organisation est lié, dans la légitimation historique de son existence, à la condition du parlementarisme bourgeois que nous refusons par principe à l'époque de la révolution. Si la démocratie est la forme classique de la domination bourgeoise, le parti est la forme classique de l'affirmation et de la représentation d'intérêts bourgeois. C'est pourquoi la politique de tout parti mène nécessairement à l'opportunisme et aux méthodes tactiques qui lui correspondent (négociations, compromis, réforme) que nous rejetons par principe. »¹⁴

C'est dans un résumé plus systématique qu'Otto Rühle présenta au début de mai (1920) sa conception de l'organisation qui se dessinait derrière cette justification de la négation du parti¹⁵. Dans les réflexions de Rühle, la critique de la bureaucratie et les efforts de rénovation de l'organisation du mouvement radical de gauche, avant et pendant la guerre mondiale, se

⁷ "Die Aktion", 9^e année (1929), n^o 1/2. Les termes soulignés le sont dans l'original.

⁸ Voir sur ce point et pour la suite : "Die Aktion", 10^e année (1920), n^o 11/12 : *Das Gemengsel aus Führerehrgeiz und Führerdünkel* [Un mélange d'ambition et de morgue des chefs].

⁹ "Die Aktion", 10^e année (1920), n^o 11/12.

¹⁰ "Die Aktion", 9^e année (1919), n^o 51/52.

¹¹ "Die Aktion", 9^e année (1919), n^o 12/13. À côté de "Die Aktion" et du "Kommunist" de Dresde, il parut à partir du 15/15/1920 à Zwickau une feuille d'une tendance allant dans la même direction : "Kommunist, Arbeiter-Zeitung, Organ der KAPD und der AAU für die Bezirke Zwickau, Werdau, Glauchau und das Vogtland".

¹² "Der Kommunist" (Dresde), 3^e année (1920), n^o 20 ; voir aussi : "Die Aktion", 11^e année (1921), n^o 43/44.

¹³ *Ibidem*.

¹⁴ *Ibidem*.

¹⁵ "Die Aktion", 10^e année (1920), n^o 17/18 : *Eine neue kommunistische Partei ?* [Un nouveau Parti communiste ?] ; parut également sous forme de brochure : Otto Rühle, *Revolution ist keine Parteisache* [La révolution n'est pas une affaire de parti], Berlin 1920.

poursuivaient de la manière la plus radicale. Du point de vue de Rühle, le déclin révolutionnaire du KPD(S) résultait du fait que, dans son cadre organisationnel, la volonté révolutionnaire de la classe ouvrière allemande radicale n'avait pas de nouveau trouvé la forme adéquate; en lui, les énergies révolutionnaires du prolétariat avaient été de nouveau déléguées à des chefs¹⁶. Le KPD avait été le dernier parti et le KAPD ne devait pas de nouveau – sous peine de naufrage – en devenir un. La forme d'organisation authentiquement prolétarienne, qui garantirait le contenu révolutionnaire, était sur le point de naître avec les unions ouvrières.

Rühle et Pfemfert s'opposèrent, depuis la fondation du KAPD, à la direction berlinoise centraliste du parti et, dans la controverse avec cette dernière, ils se rapprochèrent dans une très large mesure des principes syndicalistes révolutionnaires. Rühle attirait l'attention sur les observations pertinentes du syndicalisme révolutionnaire à propos « de l'inanité et de la corruption croissantes de l'activité parlementaire »¹⁷ et il adhéra à leur anti-parlementarisme. Pfemfert prit la défense des syndicalistes révolutionnaires contre les invectives de la centrale du KPD(S) : « Les partis de chefs lutteront toujours contre le "syndicalisme révolutionnaire", car ils luttent ainsi pour leurs places de chef »¹⁸. À côté de l'anti-parlementarisme résolu et des tendances anti-autoritaires fortement marquées, l'aile du KAPD représentée par Rühle et par Pfemfert avait en commun avec le syndicalisme révolutionnaire le principe de l'organisation unitaire et du fédéralisme extrême¹⁹. Le programme de Rühle de mai 1920 prévoyait, pour ce qui concerne la structure de l'organisation, que l'Union Ouvrière Générale devait s'organiser en groupes d'industrie, qui se soutiendraient mutuellement de manière fédérative aux échelons inférieurs et en haut simplement grâce à une sorte de système représentatif. En juillet 1920, l'aile du KAP de la Saxe orientale, qui se nomma "Ligue Ouvrière Communiste d'Allemagne", orientée de manière démonstrative contre l'idée de parti, concrétisa ses conceptions sur la structure du parti dans un projet de statuts qui devait être présenté au II^o Congrès le mois suivant. Ce projet prévoyait entre autres :

« La ligue est une organisation structurée de manière fédérative. Les membres se réunissent en groupes locaux; ceux-ci se fédèrent en régions selon leur situation géographique et leurs rapports économiques... Les régions économiques doivent de réunir une fois par an en congrès... Le congrès constitue une liaison lâche et il sert à l'échange des expériences faites. Il n'est pas habilité à prendre des résolutions contraignantes. »²⁰

Cette autonomie des régions économiques, revendiquée par ceux de la Saxe orientale, était naturellement un scandale pour le centre berlinois du parti qui voulait s'accrocher à tout prix à une direction du parti habilitée à donner des instructions. L'aile minoritaire ne s'imposa pas contre la majorité de la tendance de Berlin lors du II^o Congrès du parti et son projet ne fut pas adopté. Mais, bien que le KPD(S) ait concentré sa polémique depuis le mois d'avril de cette année sur Rühle²¹ et que le CEIC ait demandé son exclusion, le Congrès se prononça bien contre les deux nationaux-bolcheviks, mais pas contre Rühle. « Le Congrès du parti se déclare solidaire du camarade Otto Rühle et il dénie en particulier au CE le droit de s'immiscer dans les

¹⁶ Voir *ibidem*, p. 5 sq.

¹⁷ *Ibidem*, p. 5.

¹⁸ "Die Aktion", 10^e année (1920), n^o 1/2. ; voir aussi à ce sujet les contributions à l'éclaircissement de la notion de "syndicalisme révolutionnaire" dans : "Die Aktion", 10^e année (1920), n^o 19/20, 29/30 : *Kommunismus gegen Syndikalismus ?*

¹⁹ Concernant le rapprochement ultérieur de cette aile du KAP du syndicalisme révolutionnaire dans le cadre de l'AAUE, voir plus haut le paragraphe correspondant.

²⁰ "Der Kommunist" (Dresde), 3^e année (1920), n^o 29.

²¹ Voir "Die Rote Fahne", 3^e année (1920), n^o 65 : *Otto Rühle* ; y voir entre autres : *Wer noch der Auffassung ist dass Otto Rühle Marxist sei, der hat Marx nie begriffen* [Celui qui est encore d'avis qu'Otto Rühle est marxiste n'a jamais compris Marx]. Voir aussi : "Die Rote Fahne", 3^e année (1920), n^o 68, 71, 74, 124.

affaires internes du KAPD »²². Les impulsions fédéralistes étaient trop fortes dans le KAPD pour que l'on puisse faire tomber Rühle à cause de son fédéralisme. Le heurt direct qui mena à l'expulsion de Rühle et de Pfemfert du KAPD provint de la discussion sur l'adhésion du parti à la III^e Internationale. Après sa délégation à Moscou²³, Rühle avait rendu compte de ses expériences en Russie avec la plus lucide des indignations :

« Là-bas, on a le schéma révolutionnaire normal ... Et à quoi ressemble ce schéma normal? La révolution est l'affaire du parti. L'État est l'affaire du parti. La dictature est l'affaire du parti. Le socialisme est l'affaire du parti. Et en plus : le parti c'est la discipline. Le parti c'est la discipline de fer. Le parti c'est le pouvoir des chefs. Le parti c'est la centralisation la plus stricte... Traduit concrètement, ce schéma signifie : en haut les chefs, en bas les masses. En haut : autorité, bureaucratisme, culte de la personnalité, dictature des chefs, commandement. En bas : obéissance aveugle, subordination, garde-à-vous. Un fonctionnariat multiplié. Une centrale du KPD au superlatif. »²⁴

Rühle refusait que l'on applique ce "schéma normal" russe en Allemagne et en Europe occidentale. La Révolution russe avait sauté toute une époque, celle du capitalisme; il était donc né un « socialisme politique sans base économique. Une construction théorique. Un règlement bureaucratique »²⁵. Rühle partageait avec Gorter et Schröder, les inspirateurs du centre berlinois du KAPD, l'opinion selon laquelle la révolution ouest-européenne avait ses propres conditions²⁶; mais tandis que Gorter et Schröder croyaient encore à la mi-1920 que leur parti pouvait agir à l'intérieur du Komintern dans le sens communiste de gauche²⁷, Rühle et Pfemfert refusaient déjà tous les compromis qui rendraient possible l'admission du KAP. Leur attitude déterminée dans la question de l'adhésion du KAP au Komintern se révéla légitime l'année suivante car ce rattachement n'était pas soutenable à long terme. Mais, à l'automne 1920, la majorité écrasante des membres du KAP – sous le charme de l'exemple révolutionnaire magnifique de la Russie – fut en faveur de l'adhésion. C'est en se servant de son état d'esprit opposé à Rühle et à Pfemfert dans cette question que les Berlinoises réussirent à les exclure à la fin d'octobre 1920²⁸.

En conséquence de quoi, l'ex-groupe régional du KAPD de Saxe orientale décida, lors d'une conférence le 5 décembre 1920, la séparation définitive d'avec le parti avec 45 voix contre 2²⁹. L'on déclara avoir simplement tiré les conséquences de la résolution de la Saxe orientale d'avril de cette même année et l'on célébra la rupture comme la victoire sur les derniers vestiges de la tradition de parti qui restaient encore attachés à l'organisation de combat. Mais l'ex-KAP de Saxe orientale s'était ainsi réduit à une force si minuscule qu'il chercha à se joindre à des organisations qui lui étaient proches. La Conférence de décembre décida d'incorporer l'ex-groupe régional du KAP dans l'AAU sous le nom de "Groupe régional

²² Voir à ce sujet la discussion dans : *Procès-verbal du I^{er} Congrès régulier du KAP*, p. 146 à 162 ; voir aussi "Die Aktion", 10^e année (1920), n^o 33/34.

²³ Voir plus haut le paragraphe sur le KAPD et la III^e Internationale.

²⁴ "Die Aktion", 10^e année (1920), n^o 37/38 : *Moskau und wir* [Moscou et nous]. Est également paru dans : "Der Syndikalist", 2^e année (1920), n^o 38.

²⁵ *Ibidem* ; voir aussi à ce sujet le chapitre "Das russische Problem" dans : Otto Rühle, *Von der bürgerlichen zur proletarischen Revolution*.

²⁶ L'on peut se passer ici d'une discussion plus détaillée de la théorie politique de Rühle, étant donné qu'il existe une excellente présentation qui intègre également les œuvres ultérieures de Rühle : Sebastian Franck, *Soziologie der Freiheit, Otto Rühles Auffassung vom Sozialismus, eine Gedenkschrift* [Sociologie de la liberté, la conception du socialisme par Otto Rühle, un texte commémoratif], Ulm/Danube 1951.

²⁷ Voir à ce sujet plus haut le paragraphe sur le KAPD et la III^e Internationale.

²⁸ Voir "KAZ" (Grand Berlin), 1^{er} année, n^o 144. Voir aussi à ce sujet "Der Kommunist" (Dresde), 3^e année (1920), n^o 46 : *Spartakus übertrumpft. Der Anfang vom Ende der KAPD* [Spartacus dépassé. Le début et la fin du KAPD].

²⁹ "Der Kommunist" (Dresde), 3^e année (1920), n^o 50 : *Die Überwindung der Partei* [Le dépassement du parti].

communiste dans l'AAU". Cette démarche consistant à faire passer l'organisation du parti dans l'AAU était inévitablement le résultat de la tendance de Saxe orientale du KAP et en même temps le début du renforcement organisationnel de la tendance organisation unitaire dans l'AAU. De la même façon, le rapprochement avec les syndicalistes révolutionnaires était ainsi achevé; l'AAU de Saxe orientale s'associa en décembre (1920) à la FAUD(S) régionale et aux représentants de la KAJ et des sans-travail dans un "Cartel révolutionnaire de Saxe orientale".